

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES  
SUR L'ENVIRONNEMENT**

ÉTAIENT PRÉSENTS :        **M. JOHN HAEMMERLI, président**  
                                     **M. KARIM CHAMI, analyste**  
                                     **Mme LYNDA CARRIER, coordonnatrice**  
                                     **Mme KARINE LAVOIE, agente communication**

**RENCONTRE PRÉPARATION AVEC LA REQUÉRANTE  
SUR LE PROJET DE RECONSTRUCTION DE LA ROUTE 138 DANS LE SECTEUR  
DES LACS À THOMPSON ET LA LIGNE À FRANQUELIN**

---

**RENCONTRE PRÉPARATOIRE**

---

**VOLUME 1**

---

Séance tenue le 2 mai 2017 à 10 h  
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
575, rue Jacques-Parizeau, bureau 2.10  
Québec

## TABLE DES MATIÈRES

### SÉANCE DU 2 MAI 2017

MOT DE BIENVENUE ET PRÉSENTATION DE L'ORDRE DU JOUR.....	1
PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS.....	13
LE MANDAT D'ENQUÊTE ET DE MÉDIATION.....	16
LA LOI SUR LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE.....	16
CODE DE DÉONTOLOGIE ET DÉCLARATION DES VALEURS ÉTHIQUES.....	17
PROCÉDURE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT.....	17
LA MÉDIATION ET SON DÉROULEMENT.....	18
CALENDRIER DES TRAVAUX.....	25
OBJETS DE LA REQUÊTE.....	29
CONSENTEMENT À LA MÉDIATION.....	167

**MOT DE BIENVENUE ET PRÉSENTATION DE L'ORDRE DU JOUR**

**LE PRÉSIDENT :**

5            Alors, bonjour à tous, merci de vous être déplacés, je me représente, John Haemmerli, je suis membre à temps partiel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, le BAPE.

            Ça va, ou...?

10          **Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

            Oui, oui oui, non non, mais j'écoute attentivement.

**LE PRÉSIDENT :**

15            O.K. C'est bon.

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

20            Non non, je n'ai pas de signal...

**LE PRÉSIDENT :**

25            C'est bon.

            Alors, j'ai été mandaté par le président du Bureau pour agir comme président de ce mandat d'enquête et de médiation pour le projet de reconstruction de la route 138 dans le secteur des lacs à Thompson et la Ligne à Franquelin par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Vous allez m'autoriser à dire juste le ministère des Transports pour la suite, je pense qu'on va tous se comprendre.

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35            MTQ.

**LE PRÉSIDENT :**

40            Ça va?

40

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

Ou MTQ.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

10 **LE PRÉSIDENT** :

Ou MTQ.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 On est habitué.

**LE PRÉSIDENT** :

20 Avant de passer à l'ordre du jour, qu'on va regarder bientôt, je vous demanderais de mettre vos cellulaires en mode avion, si cellulaires vous avez.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 Hey, il est peut-être encore en mode avion, je ne sais pas. Ah, ordre du jour! Bon. C'est ce que...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

Oui.

30 **LE PRÉSIDENT** :

Oui, vous avez une suite de documents dans votre pochette qu'on va passer ensemble. Alors, l'ordre du jour précisément, donc après les présentations d'usage, je dois vous faire lecture du mandat reçu du ministre, ensuite on va aborder différents documents brièvement : la Loi sur les commissions d'enquête, le Code de déontologie, la Déclaration de valeurs éthiques, la Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Ensuite, on va parler de la médiation, le principe, le déroulement, et puis après ça, on va discuter les principaux objets de votre requête, madame.

40 Alors, je voulais aussi peut-être le dire tout de suite, c'est qu'on a reçu une requête, signée par madame Rooney, et c'est avec vous et les éléments de votre requête qu'on va faire affaire.

Monsieur est le bienvenu, mais je voulais juste dire qu'on ne tombera pas dans des débats à plusieurs, on va essayer de faire ça entre vous et moi, à peu près, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

5

Mon mari de 42 ans, je vais... vous voyez, il n'y a pas de problème.

**LE PRÉSIDENT :**

10

D'accord. Alors, puis si vous avez des questions à mesure qu'on descend, vous pouvez m'interrompre, mais je vais...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Je... bien, j'en profiterais peut-être, je voudrais être très précise là-dessus, je crois comprendre -- là, je ne retrouve pas ma feuille -- que, en acceptant quand même la médiation, je garde le droit d'avoir une audience publique?

**LE PRÉSIDENT :**

20

Non. Précisément, non. C'est un des points qui vient dans la suite dans mon discours.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25

Pourtant, le document que...

**LE PRÉSIDENT :**

30

Il revient...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Excusez, là. O.K., peut-être je ne veux pas vous interrompre.

35

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, bien je l'ai fait clarifier.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui? Parce que j'ai le document ici, c'est pour ça que je suis venue aujourd'hui, ils disaient très clairement que je gardais ce droit-là.

5

**LE PRÉSIDENT** :

Quel... de quel document vous parlez?

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Si vous me permettez une minute, là, parce que sinon... moi, je veux garder ce droit-là, je vous le dis tout de suite, là, O.K.?

15

**LE PRÉSIDENT** :

Parce que j'ai vu effectivement une mention à cet effet dans les documents que le BAPE avait et puis je l'ai fait corriger. C'est le ministre qui décide en fonction de ce que sa Direction des évaluations environnementales va lui dire et en fonction de ce que le rapport du BAPE va lui dire, il décidera ce qu'il fait de la requête...

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Parce que...

25

**LE PRÉSIDENT** :

... et je n'ai aucun pouvoir là-dessus.

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah, bien là. Encore une fois... moi...

35

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

Est-ce que ce ne serait pas un dépliant « Comment participer » ou un dépliant qui...

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

C'était sur le dernier fil de presse à propos de... qu'il y aurait une audience publique et ça a passé

sur le fil de presse il y a...

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

5 Le 24 avril?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10 Oui.

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

Qu'on a diffusé?

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

20 Je peux amener le communiqué qui a été diffusé.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 O.K. Pendant ce temps-là... Je suis sûre que je l'ai, mais vous comprenez, c'est trois ans, des dossiers, on en a...

**LE PRÉSIDENT** :

30 Un et un autre. Non, mais je l'ai...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 O.K.

**LE PRÉSIDENT** :

... précisément, j'ai fait rectifier...

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Mais, bon.

5 **LE PRÉSIDENT :**

... le communiqué avant qu'il sorte pour ne pas vous induire en erreur, alors vous avez peut-être un document antérieur à ça.

10 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien, celui du 24 avril.

15 **LE PRÉSIDENT :**

C'est vrai?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Est-ce que vous l'avez fait vérifier deux...

**LE PRÉSIDENT :**

Bien, j'ai demandé à ce qu'on le corrige.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

C'est possible, je vous... c'est fort possible, c'est juste que c'était mon impression et je trouvais ça correct.

30

**LE PRÉSIDENT :**

Parce que je voulais justement que vous ne soyez pas induite en erreur, puis je ne veux pas non plus... Puis ça, je vais le dire hors contexte aussi, mais ça reviendra dans mon discours. Parfois, si vous avez l'impression que je vous mets de la pression ou que je veux vous amener quelque part, dites-moi-le parce que ce n'est pas le cas. On est là pour vous écouter. Si vous acceptez d'aller plus avant dans le processus, on ira voir le ministère; s'il accepte d'aller plus avant dans le processus, on vous reviendra, mais...

40



**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Je l'ai mis... je l'ai sorti puis je l'ai souligné puis tout, puis je l'ai laissé près du bureau. Bon.

5 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Mais ce n'est pas grave, je pense qu'elle va aller chercher une copie, on va le voir...

10 **LE PRÉSIDENT** :

Oui, Karine va vous l'apporter.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 O.K. O.K. C'est là que c'était. Bon.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20 Je pense qu'il vaut mieux que...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

25 **LE PRÉSIDENT** :

Mais si vous voulez, on va y revenir à la fin, plus loin dans ce que j'ai à vous dire, parce que c'est un des points sur lesquels je voulais élaborer avec vous, d'accord? Ah! bien...

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Il est arrivé.

35 **LE PRÉSIDENT** :

Qu'est-ce que ça dit, Karine?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Montrez donc si c'est bien celui-là. Non.

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

Ce n'est pas celui-là?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Attendez. Il me semble... bien, en tout cas, c'était... c'est parce que c'est marqué : « Fil de presse », mais peut-être que... peut-être que oui ou...

10 **Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

Parce que ça, c'est ce qu'on a diffusé le 24 avril.

**(BRÈVE SUSPENSION DES NOTES)**

15

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

*« Dans le cas où il n'y aurait pas d'entente, les requérants conservent leur droit à une audience publique. »*

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, voilà.

25 **Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

*« Les modalités de la médiation... »*

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

C'est le 24 avril.

**LE PRÉSIDENT :**

35

Qui a... Là, il y a eu quelque chose qui n'a pas marché parce que j'avais demandé...

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

Oui.

40

**LE PRÉSIDENT :**

... à ce qu'on le modifie.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien, moi je veux juste... j'ai bien spécifié...

**M. DENIS GODIN :**

10 Mais ça, c'est officiel.

**LE PRÉSIDENT :**

15 Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 ... que je viens avec la compréhension que je garde ce droit.

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

Effectivement, ce n'est pas la bonne version.

25 **LE PRÉSIDENT :**

Ça, ça m'indispose parce que c'est... c'est...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

30 Mais...

**LE PRÉSIDENT :**

35 Ce qu'il y a, c'est que votre demande est retournée au ministre, ça, c'est vrai, ce droit-là vous l'avez, mais moi je voulais que ça soit formulé autrement, parce que c'est le ministre qui décide. Puis on y reviendra... on y reviendra plus loin dans l'ensemble d'éléments qu'on a, d'informations qu'on a autour de ce projet-là, si vous voulez bien.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hum hum.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Mais je tenais... C'est...

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

10

C'est une erreur.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Je tenais à ce qu'il soit modifié pour cette raison-là. Vous pouvez toujours... votre requête va être retournée au ministre, mais c'est le ministre qui va décider.

**M. DENIS GODIN :**

20

Bon, bien on va écouter.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, mais je veux le garder, ce droit.

25

**LE PRÉSIDENT :**

Voulez-vous qu'on fasse un bout quand même?

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Je ne sais pas, donnez-moi donc une minute.

**LE PRÉSIDENT :**

35

Non, mais madame, écoutez, vous m'écoutez, à la fin vous décidez si vous allez en médiation ou pas.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. C'est beau.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Je ne voudrais pas que vous...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

C'est beau. Si on décide à la fin j'y vais ou non. O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

15

... vous dites non tout de suite, puis il y a peut-être des éléments...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien, ce n'est pas que je veux... j'y pense, là.

20

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Attendez, je pense.

**LE PRÉSIDENT :**

30

Non non, mais mettez ça dans une boîte...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

40

... on va continuer de descendre puis...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. On s'entend qu'à la fin, on peut... je pourrai décider. Bon, c'est beau. C'est correct...

5 **LE PRÉSIDENT :**

À la fin...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10 ... j'accepte.

**LE PRÉSIDENT :**

15 ... à la toute fin, le dernier point de l'ordre du jour...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Le varia.

**LE PRÉSIDENT :**

... le 10, là, c'est le... non non, le 10, là, c'est le consentement à la médiation.

25 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

**M. DENIS GODIN :**

30 O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

35 Mais ça, on vous le demande une fois qu'on a fait le tour du dossier ensemble puis qu'on a discuté des objets de votre requête.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Parfait.

**LE PRÉSIDENT :**

Ça vous va?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ça va.

**PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS**

10

**LE PRÉSIDENT :**

O.K. Allons-y. Donc, petit tour de présentation. Aujourd'hui, je suis accompagné de monsieur Karim Chami, qui est l'analyste au dossier, de Lynda Carrier, qui est la coordonnatrice du secrétariat de la Commission, et de Karine Lavoie, qui est notre agente de communication. — C'est correct?

15

**Mme KARINE LAVOIE**, agente communication :

Oui, ça va aller.

20

**LE PRÉSIDENT :**

Et nous avons aussi madame Ginette Otis, qui est l'agente de secrétariat.

25

Alors moi, je n'ai pas le droit... en dehors de ces séances de travail, je n'ai pas le droit de vous parler. Pour le contenu du dossier, c'est monsieur Chami, pour la...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Est-ce que vous travaillez pour le ministère de l'Environnement? Je m'excuse d'être...

**LE PRÉSIDENT :**

Non, pour le BAPE.

35

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah, pour le BAPE, O.K.

40

**LE PRÉSIDENT :**

On est...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

C'est... ici, ce n'est que le BAPE?

**LE PRÉSIDENT :**

10

Tous les gens ici travaillent pour le BAPE.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Avec le BAPE, parfait.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20

Enfin juste, peut-être... j'aimerais rajouter une chose.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

25

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est que le Bureau d'audiences, c'est un organisme indépendant du ministère.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Indépendant du ministère.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35

Le seul lien qu'il y a avec le ministère, c'est que nous, on reçoit nos mandats du ministre.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

40



**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Après, on a toute la latitude de juger d'un dossier.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Parfait.

10 **LE PRÉSIDENT** :

Oui, on a le même ministre que le ministère de l'Environnement, oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

15 Exactement. Donc, on est totalement indépendant.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Parfait.

**LE PRÉSIDENT** :

25 Donc, monsieur Chami pour le contenu, les aspects techniques, madame Carrier pour la logistique, là, puis la gestion documentaire. Et puis je voulais vous présenter aussi madame Isabelle Goyette, qui est la sténotypiste, donc c'est pour ça aussi que c'est formel, tout ce qui sera dit ce matin sera sténotypé puis la transcription de nos échanges sera rendue publique à la fin du mandat. Celle-ci est sténotypée, celle qu'on va avoir avec le MTQ aussi, d'autres où on aura peut-être juste des comptes rendus ou dans des séances de travail ultérieures. Alors, maintenant, pour la sténotypiste, j'aimerais que vous vous identifiez tous les deux clairement, s'il vous plaît.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Elizabeth Rooney.

35 **M. DENIS GODIN** :

Puis Denis Godin.

40

**LE PRÉSIDENT :**

O.K. Merci.

5

## **LE MANDAT D'ENQUÊTE ET DE MÉDIATION**

**LE PRÉSIDENT :**

10

Alors, maintenant, je dois vous faire lecture de la lettre du ministre, elle a été envoyée au président du BAPE le 5 avril dernier. Je pense que vous l'avez dans votre pochette, se peut-il?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Bien, je l'ai. Tiens, tu peux la prendre, moi je l'ai ici.

**LE PRÉSIDENT :**

20

*« En ma qualité de ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et en vertu des pouvoirs que me confère l'article 6.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement, je confie au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement le mandat d'enquêter et, si les circonstances s'y prêtent, de procéder à une médiation environnementale dans le cadre du projet de réaménagement de la route 138 dans le secteur des lacs à Thompson et la Ligne sur le territoire de la municipalité de Franquelin par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017.*

25

*Je demande que le BAPE me fasse parvenir son rapport dans les 30 jours s'il n'y a pas de médiation, et dans les 60 jours s'il y a médiation.*

30

*Je joins à la présente la demande d'audience publique qui m'a été adressée concernant ce projet.*

*Veillez recevoir, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments les meilleurs. »*

Et c'est signé : « David Heurtel ».

35

## **LA LOI SUR LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE**

**LE PRÉSIDENT :**

40

Maintenant, on va aborder quelques éléments qui encadrent notre travail. Alors, la Loi sur les commissions d'enquête, pour commencer. Vous avez les différents éléments dans l'ordre du jour. En

5 tant que commissaire et puis comme membre à temps partiel du Bureau, j'ai les pouvoirs et l'immunité des commissaires enquêteurs nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, ça me permet donc d'exiger le dépôt de toute information que je jugerais pertinente aux travaux de la Commission et même d'obliger une personne à se présenter devant moi, et je possède aussi l'immunité contre d'éventuelles poursuites judiciaires.

## **CODE DE DÉONTOLOGIE ET DÉCLARATION DE VALEURS ÉTHIQUES**

### **LE PRÉSIDENT :**

10 Le code de déontologie. Il est important de mentionner que je me suis engagé à respecter ce code, qui est le Code des membres du BAPE. Vous avez une copie des différents articles du code dans la pochette, et ça devrait vous garantir que notre comportement, notre indépendance, notre neutralité, notre devoir de réserve, en respectant les exigences du code.

15 Le Bureau s'est doté aussi d'une Déclaration de valeurs éthiques. Il y en a quatre qui guident notre travail, soit : le respect, l'impartialité, l'équité, la vigilance. Alors, ça aussi, c'est dans la pochette.

## **PROCÉDURE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **LE PRÉSIDENT :**

20 Bon. La procédure, vous la connaissez un peu puisque vous l'avez suivie, mais on va la passer... on va la passer rapidement. Et donc, un rappel que monsieur Chami a déjà fait tantôt, c'est qu'on est un organisme consultatif, on n'est pas décisionnel, on dépend du même ministre que le ministère de l'Environnement, mais on en est indépendant, sauf qu'on ne prend pas de décision et on ne prend pas de décision de traiter de dossiers environnementaux, c'est le ministre qui le demande.

25  
30 Donc, le ministère des Transports a transmis un avis de projet au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ce ministère a émis une directive qui a dit au promoteur : « Voici ce qu'on doit trouver dans l'étude d'impact. » Elle a été analysée, le ministère est retourné deux fois avec des questions, ensuite l'étude a été jugée recevable, c'est-à-dire que ce qu'on demandait dans la directive s'y trouve, c'est ce que ça veut dire. À partir de ce moment-là, le ministre demande au BAPE de commencer... d'entreprendre une période d'information et de consultation du dossier par le public, qui dure 45 jours. Et c'est durant cette période que tout groupe, citoyen, organisme ou municipalité peut faire une demande d'audience publique. Ce que vous avez fait il y a un an à peu près?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Un an.

5 **LE PRÉSIDENT :**

D'accord.

### 10 **LA MÉDIATION ET SON DÉROULEMENT**

10 **LE PRÉSIDENT :**

15 Alors, après avoir examiné cette demande, le ministre a demandé au président du BAPE de tenir une enquête afin d'explorer la possibilité de tenir une médiation concernant ledit projet. Donc, c'est notre première rencontre avec vous pour voir si éventuellement vous voulez vous engager à, et demain on va rencontrer le promoteur, et selon les éléments qui vont sortir de la discussion ce matin, on ira voir, s'il y a lieu, si vous décidez de continuer, on ira voir avec le MTQ si lui est prêt à faire un bout de chemin aussi puis à prendre des engagements sur des points qu'on lui aurait apportés. On ira voir aussi des personnes-ressources de la région, la Municipalité, la MRC, puisque c'est la MRC qui attribue  
20 notamment les baux d'exploitation des substances minérales de surface. Et on a déjà rencontré, la semaine...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

25 Passée.

**LE PRÉSIDENT :**

30 ... il y a 10 jours... il y a 10 jours à peu près, le ministère de l'Environnement pour qu'il nous transfère le dossier et lui poser certaines questions sur la façon dont ils ont examiné ce dossier-là.

35 Alors, ce qui est important de préciser ce matin, c'est que pour qu'une médiation soit possible, il est très, très important que vous ne remettiez pas en question la justification du projet. Si vous la remettez en question, ça ne va pas plus loin. Si vous ne la remettez pas en question, si vous êtes d'accord avec, mais que vous souhaitez des améliorations ou des accommodements qui seraient de nature à vous satisfaire, qui soient mis en place par le promoteur, alors on pourra procéder.

40 Donc, l'objectif ce matin, c'est de bien cerner vos préoccupations telles que vous les avez exprimées dans votre requête, de bien comprendre ce que vous souhaitez et -- j'ai l'impression de me répéter -- si ça vaut la peine ou non de tenter une médiation. Et donc, si vous convenez, on ira valider

avec le promoteur, je lui exposerai les motifs de votre requête, si vous avez des propositions de solutions, je lui exposerai aussi -- en fait, « nous » -- et... pour voir si elles sont d'intérêt et réalisables. Et puis si le promoteur dit oui, on aura d'autres réunions de travail; s'il dit que c'est hors de portée ou que c'est impossible pour lui, vous en serez avisée et puis cela pourra mettre fin... ça mettrait fin à la médiation, en fait.

Alors, une fois le consentement obtenu des deux parties, si consentement il y a, on ajustera le calendrier, là, en fonction de l'évolution des séances de travail. Donc, la médiation est entre vous et le promoteur, mais en passant par la Commission du BAPE, à tout le moins au début. Vous allez... on va discuter aujourd'hui de vos éléments et on ira discuter avec le MTQ; s'il a des engagements à nous fournir rapidement, on vous les soumettra, et s'il y a lieu, dans le déroulement de la médiation, on pourra éventuellement s'asseoir ensemble ou avec d'autres gens comme, je ne sais pas, moi, un représentant de la Direction des évaluations environnementales du ministère ou d'autres personnes-ressources.

Donc, voilà. Processus de règlement de conflit qui fait appel à la négociation, la médiation cherche à rapprocher les parties. Je vous l'ai dit tantôt hors d'onde, c'est un processus, moi je demeure neutre, je ne prends pas parti, mais je connais des choses en matière d'évaluation environnementale, en matière de projet de route, en matière de déroulement de dossiers au BAPE, ce qui fait que des fois je vais essayer d'identifier des avenues de solution, ou des portes de sortie, ou des points de convergence puis de diminuer les divergences. Alors, je vous l'ai dit tantôt, si jamais vous avez l'impression que je mets de la pression, vous le dites parce que ce n'est pas le cas, je...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hum hum.

**LE PRÉSIDENT :**

... ça ne devrait pas être le cas.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

Mais si vous me dites : « Je veux telle affaire », je peux vous dire tout de suite : « Bien, d'habitude, dans ces dossiers-là, c'est des éléments qui sont difficiles à régler » ou « Il va falloir trouver un moyen de ». C'est dans ce sens-là. Donc, on va circonscrire les points, les points où ça accroche, et

on va essayer de trouver le point de convergence. Voilà.

5 Il y a un autre élément qui est important dans une médiation, si vous faites apporter des changements à un projet, c'est qu'un de nos rôles, c'est de s'assurer qu'il n'y a pas... on préserve le droit des tiers, c'est-à-dire si vous dites : « Moi, je ne veux pas que la route passe sur mon terrain parce que, bon, ça fait 30 ans que je travaille pour l'aménager puis on pourrait aller ailleurs. » Oui, mais « ailleurs », c'est sur le terrain de quelqu'un d'autre. Donc, ce genre d'éléments là, là, on va préserver le droit des tiers. Et puis aussi s'assurer qu'il n'y a pas plus d'effets sur l'environnement, parce qu'à ce moment-là il faudrait les évaluer, ça prendrait une étude d'impact.

10 À la fin de l'exercice, si l'exercice va jusqu'au bout, si les engagements du promoteur sont satisfaisants pour vous, on vous demandera de retirer votre demande d'audience publique et vous nous enverrez une lettre dans laquelle vous acceptez de retirer votre demande sous réserve et à condition que les modalités qui ont fait l'objet d'une entente entre vous et le promoteur soient respectées, et, à ce moment-là, la Commission fait rapport au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; dans le rapport, il y a les éléments de l'entente. La décision d'autoriser ou non le projet est prise par le Conseil des ministres sur recommandation du ministre de, on va dire, de l'Environnement, pour faire plus court, et s'il y a entente, alors les éléments de celle-ci seraient compris dans la recommandation du ministre. Ce qui veut dire que, par rapport à 20 une audience publique, la médiation présente un certain avantage, parce qu'un rapport d'audience publique du BAPE, il n'y a rien qui garantit que les recommandations du Bureau vont faire partie du décret. Si, par contre, le promoteur et vous avez signé une entente, cette entente-là normalement devrait faire partie des conditions du décret, elle devrait être énumérée au décret. Bon.

25 Et ça, c'était ma phrase pour revenir au communiqué de tantôt : en cas d'échec de la médiation, le recours à l'audience publique n'est pas nécessairement acquis, c'est le ministre qui va décider s'il y a ou non une audience publique. Alors, on va...

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Si vous le dites.

**LE PRÉSIDENT** :

35 Oui?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 J'ai dit : si vous le dites. Excusez.

**LE PRÉSIDENT :**

Non non, mais...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Non non, j'accepte.

**LE PRÉSIDENT :**

10

... c'est réellement ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

J'accepte.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Je suis très désolé que le...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

C'est juste que je suis un petit peu...

25

**LE PRÉSIDENT :**

... que vous ayez interprété le... bien, que vous ayez reçu le communiqué comme ça, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30

Bien, c'est ce que ça dit, là.

**LE PRÉSIDENT :**

35

C'est ça.

**Mme KARINE LAVOIE, agente communication :**

40

Oui, c'est la phrase.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hein, clairement.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Mais vous avez... en tout cas, vous avez au moins fait un travail pour les suivants, ça ne se reproduira plus, croyez-moi.

10 Donc, on va passer aux objets de la requête. Deux, trois éléments avant.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Est-ce que... Oui, je veux bien, mais... bon.

15 **LE PRÉSIDENT :**

Oui, allez-y.

20 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Je comprends que vous êtes le médiateur, j'aurais aimé quand même donner un peu de contexte à tout ceci, hein.

25 **LE PRÉSIDENT :**

Mais on va vous donner l'occasion.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 O.K., vous ne voulez pas tout de suite?

**LE PRÉSIDENT :**

35 Quand on va discuter les objets de la requête, c'est vous qui allez parler, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 O.K. Il faut dire que ce n'est qu'une partie de mes... ça, les éléments de la requête que j'ai exprimés, ça, ça touchait le projet de... le réaligement de la route. Je dois dire, si vous acceptez, oui,



5 c'est certain que la route a besoin d'être réalignée, et c'est une route assez dangereuse, ça, j'en conviens et je n'ai pas... je ne me bats pas pour ne pas que la route ne soit pas réalignée; oui, bien sûr, il faut qu'elle soit corrigée. Et là, comme je vous dis, je ne sais pas, là, j'hésite un peu à donner un peu le contexte. Il faut comprendre que nous, ça fait trois ans qu'on travaille ce dossier-là, pas juste sur le projet du réalignement de... parce qu'elle est conditionnelle -- et sur le terrain tout le monde le dit -- à l'exploitation d'une sablière qui est juste en arrière de toutes les résidences privées... bien, secondaires et des résidences permanentes. Et tout ça a commencé quand on a dit : « Bien là, tout notre régime hydrique est en train d'être... »

10 **M. DENIS GODIN :**

Touché.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

« ... affecté, touché par ce que le ministère fait le long de cette route. » Comme je vous dis, c'est une partie prenante d'un tout. Nous, ce qu'on voulait, c'est que tout soit considéré. Les points que j'ai amenés quand même, là je me suis basée un peu sur le rapport, l'évaluation qui avait été faite il y a 10 ans ou 12 ans, hein. On s'entend qu'on a sorti un vieux... t'sais, un rapport d'une dizaine d'années, où nous, on était tous certains que la route passerait... on nous avait promis que la route ne passerait pas dans la zone maritime. Ça a été déclaré zone maritime et sujet à érosion. Je ne sais pas si vous avez visité le terrain, c'est difficile à expliquer. Nous...

25 **LE PRÉSIDENT :**

Demain, demain après-midi, jeudi matin. Mais, écoutez, je vais vous interrompre, d'accord?

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

35 **LE PRÉSIDENT :**

Je vais vous interrompre.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, mais c'est ça, c'est pour... moi, j'arrive, vous comprenez...

40

**LE PRÉSIDENT :**

Ça vient, mais...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

... avec mes choses puis vos choses...

**LE PRÉSIDENT :**

10

Nos trois premières questions...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

O.K. C'est beau.

**LE PRÉSIDENT :**

... vont vous donner l'opportunité de.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

De le faire.

25

**LE PRÉSIDENT :**

J'ai juste deux...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30

Parfait.

**LE PRÉSIDENT :**

35

... deux, trois éléments à vous dire avant...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

... pour finir mon laïus formel.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bon. O.K.

### CALENDRIER DES TRAVAUX

10

**LE PRÉSIDENT :**

15 J'avais juste une phrase aussi, oui, c'était... je dois vous rappeler absolument qu'on a un calendrier excessivement serré, et donc, si on va de l'avant, on va être obligé de vous demander de nous répondre avec diligence, parce que le mandat va du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin, mais -- et moi, j'ai été le premier surpris quand ces choses-là...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Ça fait un an que j'attends.

**LE PRÉSIDENT :**

25 ... me sont arrivées pour la première fois -- les trois dernières semaines, là, on ne peut pas travailler. Non, ça, c'est mon calendrier à moi.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 Ah! excusez. Pardon.

**LE PRÉSIDENT :**

35 Il y a des comités de lecture ici, il y a une révision linguistique, il y a des choses, donc la fenêtre pour travailler, elle est, mettons, entre ce matin et le 15 de juin au gros maximum. Donc, quand on va demander quelque chose au MTQ demain, on va le demander pour vendredi, là, s'ils peuvent. Puis vous, si on vous envoie des choses, on va vous demander aussi de les regarder avec diligence. C'est pour ça, ça, c'est un point que j'avais mis plus loin, mais je vais vous le demander tout de suite, là : c'est quoi vos disponibilités puis votre emploi du temps? Est-ce que c'est un processus dans lequel, si on rentre, vous pouvez mettre du temps puis...

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Après trois ans, qu'est-ce que... Oui.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Oui?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Bien sûr.

**LE PRÉSIDENT :**

15

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On y croit, on y croit.

20

**LE PRÉSIDENT :**

D'accord. Puis...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Et... mais moi, la seule question, c'est : est-ce que c'est tout ici, à Québec?

**LE PRÉSIDENT :**

30

Non, bien... ça, c'est la suite du questionnaire.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Nous, on est à la veille de partir.

**LE PRÉSIDENT :**

On va aller à Baie-Comeau et à Franquelin demain et jeudi pour visiter puis voir les gens.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Vous réalisez qu'il y a encore de la neige, hein? C'est un peu décevant, il y a deux pieds de neige autour de notre chalet présentement.

5

**LE PRÉSIDENT** :

Ah bon, alors.

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ça fait qu'aller visiter le terrain...

15

**M. DENIS GODIN** :

C'est couvert de neige.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... je m'excuse, mais c'est là où...

**LE PRÉSIDENT** :

Non non, mais...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... la réalité nous frappe, hein, vous ne verrez même pas où est-ce qu'on voudrait...

30

**LE PRÉSIDENT** :

Rien n'empêche qu'on y retourne...

35

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hein, c'est ça qui est décevant un peu. Où il y a la glaise, la fameuse plantation qu'on a faite, semblant de plantation, les arbres morts, vous ne verrez rien de ça, c'est encore la neige.

40

**LE PRÉSIDENT :**

Oui. Non, bien ça, on avisera puis on prendra les mesures pour.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

10

Mais ce que la Commission voulait, c'est rencontrer tout le monde.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Après ça, on peut Skyper, parce que vous, vous n'allez pas être à Sainte-Foy le reste de l'été, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Non, nous, de base, nous sommes très disponibles, ça nous tient à coeur.

25

**LE PRÉSIDENT :**

Bon. O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30

On va y mettre le temps et les énergies qu'on peut pour. Si c'est là-bas, c'est juste, bon, il faut prendre en compte aussi peut-être les intervenants, mais les éléments de la nature aussi, on s'entend.

**LE PRÉSIDENT :**

35

Oui oui, oui oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40

O.K. C'est beau. Mais de base, oui...

**LE PRÉSIDENT :**

D'accord.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... on aimerait que ça se règle.

10 **LE PRÉSIDENT :**

C'est bien. Alors oui, le calendrier, c'est ça, je l'ai abordé. Il me reste... là, moi, je me suis fait une petite fiche juste pour synthétiser tout ce que je viens de dire, d'accord, mais on en a discuté abondamment, ça sera très court.

15 Une médiation n'est pas une audience publique, donc il faut établir des enjeux qui sont ciblés, qui sont gérables dans un calendrier qui est relativement serré. Il y a beaucoup de questions probablement que vous auriez pu poser en audience publique qu'on ne pourra pas poser là, et puis je répète, donc une médiation non aboutie n'égale pas forcément une audience publique.

20 Et je voudrais maintenant... on va vous laisser la parole et puis on vous questionnera sur votre requête. Je voulais juste vous dire qu'on l'a regardée attentivement et, bon, c'est pour ça que votre mise en contexte va être importante, il y a un élément qui est très ciblé, c'est la sablière, il y a des commentaires ou des considérations sur l'étude d'impact...

25 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hum hum.

30 **LE PRÉSIDENT :**

... vous n'êtes pas satisfaite de certaines façons, certains passages. Ça, c'est... bon, quand c'est de l'ordre du commentaire, ça ne se règle pas dans une médiation, puis quand c'est de l'ordre de la question, vous avez quelques questions dans votre requête, mais dont quelques-unes ont des réponses dans les différents documents qui ont été déposés par le ministère. Donc, on va essayer de trier tout ça.

35

### **OBJETS DE LA REQUÊTE**

**LE PRÉSIDENT :**

40 Donc, comme je parle depuis un long moment, on ne continuera pas à vous bombarder de

questions, on va vous laisser aller avec la mise en contexte, ça va faire une bonne introduction, puis après ça, on discutera, on prendra les enjeux, là, un par un puis on discutera.

**M. DENIS GODIN :**

C'est parce que, quand même, on est partie prenante, autant moi, puis là je n'ai pas le droit de parole; vous êtes quatre, elle est seule.

**LE PRÉSIDENT :**

Non, non, mais ce n'est pas une question d'être quatre, il y a trois autres personnes ici qui ne parleront pas. Il y a éventuellement l'analyste au dossier, et... Mais c'est la procédure, c'est-à-dire il y a une personne qui a signé une requête...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Tu n'as pas signé, toi.

**LE PRÉSIDENT :**

... d'audience publique puis c'est avec cette personne-là qu'on doit faire affaire. Vous êtes bienvenu puis je ne vous empêcherai pas d'échanger, puis en dehors d'ici, vous pouvez échanger avec tout le monde aussi à Franquelin, mais je suis tenu de m'en tenir à ça. J'ai même... je pourrais vous donner l'exemple -- bien, je vais vous le donner, tiens -- de présidents qui ont mis du monde dehors de séances parce qu'ils n'avaient pas signé de requête, ça fait qu'on...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Est-ce que je peux juste dire que, quand même, à l'origine de tout ça, il y a trois ans...

**LE PRÉSIDENT :**

Oui?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

... moi, j'avais fait signer tous les gens, hein.



**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Puis la requête, elle n'était pas faite juste à mon nom...

**LE PRÉSIDENT :**

10

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

... mais je la faisais au nom... et ça, ça a été déposé à la Municipalité, que c'était tous les gens du coin qui étaient préoccupés de la situation. Et la Municipalité, d'ailleurs, nous a fait une résolution qui nous appuie, l'ensemble, alors...

**LE PRÉSIDENT :**

20

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25

... oui, c'est juste mon nom qui apparaît parce que, bon, pour une foule de raisons -- vous savez, contacter tout le monde tout le temps -- mais évidemment à l'origine je n'étais pas toute seule, tous les gens sont impliqués.

**LE PRÉSIDENT :**

30

Mais vous auriez dû envoyer ça au ministre, vous auriez dû envoyer...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Et il a eu cette copie...

**LE PRÉSIDENT :**

40

Non non, une lettre adressée au ministre que tout le monde a signée, ça aurait eu un poids différent.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Madame, c'est que vous faites référence au document qui est joint à votre requête...

5 **LE PRÉSIDENT** :

Oui oui, oui oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

15

... où il y a des signatures de...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Oui oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

25

Mais en même temps, ça... c'est-à-dire, dans la procédure, ce n'est pas considéré comme des requérants à part entière, c'est-à-dire, des requérants à part entière, c'est ceux qui signent au bas de la requête. C'est-à-dire, au fond, la requête étant signée...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

J'avoue que cette subtilité m'a échappé, j'avoue que...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Non non, c'est juste qu'on est...

35

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... regarde, nous, on n'est pas supposé savoir ça, il n'y a pas de guide là-dessus, hein.

40

**LE PRÉSIDENT :**

Non, mais on va... écoutez...

5 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

C'est juste...

10 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

O.K. Non, c'est beau, vous me dites, vous me dites.

**LE PRÉSIDENT :**

15 Je vous ai dit, vous...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

20 Moi, j'avoue mon ignorance totale là-dessus.

**LE PRÉSIDENT :**

... vous pouvez vous concerter avec tous vos cosignataires.

25 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

Exactement.

**LE PRÉSIDENT :**

30 Vous pouvez parler avec eux. La seule chose, c'est quand on va...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35 Vous me considérez comme la seule interlocutrice dans ce document.

**LE PRÉSIDENT :**

40 Bien, c'est ça, parce que...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bon.

5 **LE PRÉSIDENT :**

... pour la procédure, par exemple, s'il y a signature d'une entente, c'est vous qui avez signé la requête, et le ministre et le gouvernement, ce qu'ils vont vouloir, c'est la signature de la même personne en bas de l'entente.

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

15 **LE PRÉSIDENT :**

Mais rien n'empêche que vous obteniez l'adhésion ou le refus, vous me dites : « Écoutez, non, on ne peut pas accepter ça » ou « Oui, on l'accepte, j'ai parlé avec les gens du chemin du Havre et puis go, on y va ». Ça, c'est libre à vous. Mais la procédure est ainsi faite, là, j'en suis bien désolé, mais c'est comme ça qu'on va devoir procéder.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hum hum. C'est beau. Par où on commence?

25

**LE PRÉSIDENT :**

Bien moi, je vais vous demander un truc.

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui. Est-ce qu'il y a...

35 **LE PRÉSIDENT :**

« Une chose », pardon, excusez-moi, on ne dit pas « un truc ».

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Excusez-moi, est-ce qu'on pourrait avoir au moins un verre d'eau? Je sais qu'il n'y a pas de café,

mais un verre d'eau, s'il te plaît? Oui?

**LE PRÉSIDENT :**

5           À quel moment vous avez déposé le dossier à la Municipalité?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10           Ça, on a commencé à l'automne 2014, parce que, bon, vous savez, là on est sur la route, mais tout ce secteur, puis là on n'a même pas, comme je vous le dis dans ma requête, je voulais que la côte de Bellevue soit incluse parce que là on parle de réaménager ce chemin, on parle de déménager le cimetière, on parle de bien d'autres choses, mais je suis toujours dans le projet d'étude. Si je m'égare, là, dans le fond...

15           **M. KARIM CHAMI**, analyste :

              Dans la zone d'étude. Dans la zone d'étude.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20           ... rappelons-nous qu'on est dans la zone d'étude, O.K.?

**LE PRÉSIDENT :**

25           Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30           Alors, sous tous les facteurs. Là, on a vu qu'on commençait à creuser et déjà on avait de la glaise, de la boue. Les filtres de nos eaux... nous, c'est direct, on a un captage des eaux souterraines parce qu'on avait des problèmes à creuser les puits, mais même ceux qui ont des puits ont commencé à trouver... Donc, déjà on avait initié au niveau de... puis là on a dit : « Bien là, qu'est-ce qui se passe? » O.K.?

35           **LE PRÉSIDENT :**

              Vos puits, ils sont... c'est des puits de surface, là, dans les dépôts...

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Le captage des eaux, vous allez...

5 **M. DENIS GODIN** :

Il y a deux sortes.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

J'imagine que vous avez eu le document du ministère de l'Environnement de Sept-Îles?

**LE PRÉSIDENT** :

15

Non.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Non? Vous n'avez pas eu rien de ça?

**LE PRÉSIDENT** :

25

Nous, on a reçu un document du ministère puis on a commencé à fouiller. J'ai effectivement toutes sortes de documents et de cartes, mais...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

30

Non, je pense qu'elle fait référence au...

**LE PRÉSIDENT** :

Ah! L'inspection?

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35

L'inspection.

**LE PRÉSIDENT** :

40

Le rapport de l'inspection?

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, c'est ça.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah, bien si c'est le rapport d'inspection.

10 **LE PRÉSIDENT** :

C'est SAGO quelque chose, là, et puis ça a des petites cases bleues? Oui oui oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Oui oui, O.K.

**LE PRÉSIDENT** :

Oui, nous avons, oui.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bon, bien ils montrent notre captage des eaux...

25

**LE PRÉSIDENT** :

Ah, c'est les vôtres qui sont en haut?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Bien oui, bien oui, c'est les nôtres.

**LE PRÉSIDENT** :

35

Dans la sablière?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

D'accord.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On est à 305 mètres, là, on n'est pas... c'est 305 mètres. La sécurité civile nous a appuyés là-dessus, on est... parce que la MRC disait 800, mais on est bien à 305 mètres de là.

10 **LE PRÉSIDENT :**

De? De vos...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

De la sablière. Bien, « sablière », le problème avec ce document-là, d'abord, il manque carrément... il dit que ça n'a pas été agrandi. La sablière a été agrandie. Comme je dis dans mon document, on a un vidéo à cet effet, la machinerie lourde a rentré et a arraché les arbres, ils ont tout arraché et défait du côté... Alors, c'est... Je ne semble pas répondre, mais vous voyez la complexité du document.

20

**LE PRÉSIDENT :**

Du côté... de quel côté, quand vous dites qu'elle a été agrandie? Est-ce que c'est du côté de la montagne, à l'opposé de la route?

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On est dans un flanc de montagne. On est dans le flanc de montagne.

30

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

La route est là...

40



**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... le flanc de montagne est là, elle a été agrandie du côté ouest, en allant vers Franquelin. Mais là, on s'est aperçu que c'était de la boue, ça fait que là, on a arrêté parce que là, on a... t'sais, c'était... ça déboulait, en bon québécois, O.K.? Là, ils nous ont dit : « Bien, c'est une erreur, ce n'est pas grave. »  
10 Ça fait que là, après ça, on est revenu plus haut. T'sais, on pourrait être sur Google puis on verrait très bien.

**LE PRÉSIDENT :**

15 Bien, avez-vous une carte? Avez-vous un document sur...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien oui, j'ai plein de cartes.

20

**LE PRÉSIDENT :**

Bien, on...

25 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Je ne sais plus laquelle sortir, là.

**LE PRÉSIDENT :**

30

Vous allez...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

Vous allez nous montrer ça. On va se déplacer, vous allez nous montrer ça sur une carte.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

J'ai des cartes différentes, évidemment, vous comprenez vous aussi que suivant le point où...

5

**(BRÈVE SUSPENSION DES NOTES)**

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, ça, c'est les bassins versants qui nous ont aidés, t'sais, pour nous aider à situer. Là, on voit bien. Vous voyez la rivière Franquelin. C'est Franquelin...

10

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

15

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... la route.

20

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hein. Ça, c'est tous nos chalets...

**LE PRÉSIDENT :**

30

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... ici, le long. La sablière, là... Vous voyez le cimetière qu'on pense déménager, là.

35

**LE PRÉSIDENT :**

Dites-moi où. Ah oui! Là, oui. O.K.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hein!

5 **LE PRÉSIDENT :**

Je l'avais trouvé, je l'avais trouvé.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Vous avez trouvé mon cimetière?

**LE PRÉSIDENT :**

15

Bien, je suis allé sur Google...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

C'est immense, c'est tout à nous autres.

**LE PRÉSIDENT :**

Je suis allé sur Google Earth, puis on...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah, O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

30

J'ai *fouinassé* pas mal sur le dossier.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Tout ça, là, c'est ici.

**LE PRÉSIDENT :**

40

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

5 La sablière ici, hein, en ligne directe avec... puis ça, c'est ma tourbière qu'on aimerait bien sauver. L'exploitation de la sablière, on l'a agrandie ici, et là ça a créé d'énormes problèmes parce que c'est...  
10 on est dans un flanc de montagne, c'est un faux plat -- puis je vous le dis tout de suite, ça ne me dérangerait pas que ça soit dit publiquement -- la minute qu'ils vont creuser, à la fin de la journée, ils viennent puis ils nivellent, pouk, ça reste, semblant plat, mais c'est dans un flanc de montagne. Alors, quand nous on a dit : « Mais là, ça n'a pas de bon sens ce que vous faites là », on a essayé de faire une petite replantation qui n'a pas marché. Alors ici, on est rentré, puis on est en train... ici, on a tout arraché les arbres, on est en train d'exploiter. J'ai amené une photo... Ça, c'était le ministère de l'Environnement.

**LE PRÉSIDENT** :

15 Parce que sur les photos aériennes, les photos satellites de 2016, dans le fond l'exploitation elle arrête à la limite de l'emprise d'Hydro-Québec, ici on est...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Ah non, elle va plus loin que ça.

**LE PRÉSIDENT** :

... on est en végétation, on n'est pas en sable.

25 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Non non, elle va plus loin. C'est parce que ça doit être une vieille photo, là, que vous...

**LE PRÉSIDENT** :

30 2016, l'image.

**M. DENIS GODIN** :

35 Ça, ça a été fait en 2014, l'agrandissement ici, tout ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

Donc là...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Celui-là a été fait en 2014. L'autre, au printemps 2015 où on a commencé à... Pourtant, j'avais mis de l'ordre dans mes...

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Mais ça, c'est des éléments qui seraient visibles sur site, c'est-à-dire même actuellement?

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20 C'est-à-dire en se déplaçant, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Tout dépendant de la neige, peut-être.

25

**LE PRÉSIDENT :**

À condition qu'on y aille une fois que la neige a fondu.

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, mais...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

C'est ça qui m'embête un peu, pour être honnête, là, brutalement franche, avec de la neige, je ne sais pas ce que vous allez voir.

40

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Non non, mais vous avez raison.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10 Mais là, ça commence à dégager. Mais bon, là, ça, c'est ça, et donc on est venu puis on a...  
Là, nous, on a demandé... on s'est rappliqué à la MRC, on a dit : « C'est quoi la limite? Où vous allez  
arrêter de creuser? — Bien, jusqu'à la montagne. » Mais la montagne, on s'entend que quand on  
regarde, vous verrez le dessin, ici c'est tout... la montagne est quand même assez loin. Ici là, si on  
creuse, c'est sûr qu'on va trouver du gravier; c'est leur gravier idéal, paraît-il. Mais on a arraché les  
arbres, on l'a agrandi. Et contrairement dans ce que le ministère de l'Environnement a envoyé, dans le  
rapport d'évaluation, il dit : « On ne l'a pas agrandi. » Je m'excuse, on l'a agrandi.

15 **LE PRÉSIDENT** :

Bien, on va aller valider ça...

20 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On l'a agrandi.

**LE PRÉSIDENT** :

25 ... parce que sur les images de 2016, c'est en végétation, là, ce n'est pas...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 Mais quelle partie qu'on parle en végétation? Je ne sais pas...

**LE PRÉSIDENT** :

Bien, à l'aval de... parce que vous avez l'emprise... Bien, je vais vous le montrer...

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Oui. Puis là...

40

**LE PRÉSIDENT :**

Je vais vous le montrer.

5 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

À la carte, je pense que ce sera...

**M. DENIS GODIN :**

10 Peut-être bon de préciser aussi que...

**LE PRÉSIDENT :**

15 Je vais vous le montrer.

**M. DENIS GODIN :**

20 ... nous, c'est un puits de surface...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

25 **M. DENIS GODIN :**

... mais la majorité ici, c'est tout des puits qu'ils ont creusés.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30 C'est des puits qu'ils ont creusés, puis nous, on n'a pas pu...

**LE PRÉSIDENT :**

35 Non, mais vos puits sont en haut... Non, ils sont...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40 Les puits de surface qui alimentent cinq de nos résidences, chalets...

**LE PRÉSIDENT :**

Oui?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... ce sont des puits de surface, parce que nous, on a rencontré des problèmes au niveau de creusage des puits artésiens. D'une part, il y avait trop de... lui, il a frappé des produits toxiques, l'autre... nous, on a frappé de l'eau salée, alors donc on a eu des problèmes dans ce coin-là.

10

**LE PRÉSIDENT :**

Mais est-ce que ça veut dire qu'ils sont en haut, là, vos deux regards?

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, tout à fait.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Ils sont dans la sablière?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25

Ils sont dans la sablière.

**LE PRÉSIDENT :**

30

En vertu de? Avez-vous, je ne sais pas moi, une autorisation, quelque chose?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Bien, si le ministère a un... si la MRC a un droit acquis d'exploiter, moi je considère non, parce qu'on aurait peut-être... il faudrait voir le droit acquis. Il faut comprendre que ces chalets-là ont été construits avant la construction de la route. On utilise ce point d'eau depuis avant la route. C'est une source d'eau qui alimente nos chalets. Notre chalet a été construit dans les années 58, 55...

40



**LE PRÉSIDENT :**

Écris donc ça.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... et ça, on utilisait ça avant...

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est écrit ici.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Bon, c'est bien. Il a l'air...

**LE PRÉSIDENT :**

Non non, mais moi, c'est ça que je voulais...

20

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Je préfère écouter et enregistrer.

25

**LE PRÉSIDENT :**

... je voulais que vous me mettiez une année dessus. Regardez...

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Alors, est-ce qu'officiellement on est...

**LE PRÉSIDENT :**

35

Regardez...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Bon, là, attendez...

**LE PRÉSIDENT :**

Quelle année la photo aérienne que vous avez là?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Celle-ci, c'était celle du ministère.

**LE PRÉSIDENT :**

10

O.K. 72.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Je pense, 72.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, les photos aériennes.

25

**LE PRÉSIDENT :**

O.K. J'ai la même.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30

Oui, O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

35

J'ai la même.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40

O.K. Bien, on ne voit pas grand-chose.

**LE PRÉSIDENT :**

Oh, oh, vous ne voyez rien.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, c'est ça que je pense.

**LE PRÉSIDENT :**

10 Moi, j'ai la suivante.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

20 Ici, pardon. Le fleuve est là, l'emprise d'Hydro-Québec est là, et il y a ici... Mais ça, ça date de 72, d'accord?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25 Hum hum.

**LE PRÉSIDENT :**

30 Puis maintenant, si on y va en 2016, c'est... En 72, c'était jusque-là; en 2016, ça s'en tient à l'emprise d'Hydro-Québec, sauf ici, où effectivement il y a eu un élargissement là, mais...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35 O.K. Cette photo-là, je m'excuse, mais je ne sais pas à quelle grandeur... un quatre millième aussi?

**M. DENIS GODIN :**

40 Regarde, là, je veux juste préciser...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hein?

5 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

On n'est pas à un quatre millième ici, là.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Non non, mais par rapport au...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, oui.

20

**LE PRÉSIDENT :**

... à l'emprise... si vous vous situez par rapport à l'emprise de la ligne.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ici...

**M. DENIS GODIN :**

30

Tu vois, regarde, là, Elizabeth, l'entrée de la route, là, ça rentre...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Oui.

**M. DENIS GODIN :**

Bien, tout ça, là...

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Tout ça, ça a été...

5 **M. DENIS GODIN** :

Complètement.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Ça a tout été... Ça, c'est correct, là.

**LE PRÉSIDENT** :

15

En quelle... Quand?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Bien, il faut que ce soit 2014, 2015.

**M. DENIS GODIN** :

2014. 2013, 2014, oui.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

C'est pour ça que cette photo-là, si elle dit qu'elle est 2016, moi je peine à le croire, parce que vous... Bien, vous le verrez.

30

**M. DENIS GODIN** :

Vous le verrez sur le terrain.

**LE PRÉSIDENT** :

35

Bien, on ira valider, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

O.K.? Vous le verrez sur le terrain.

**LE PRÉSIDENT :**

On va aller valider avec la MRC aussi.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Vous le verrez sur le terrain. Moi, je ne crois pas...

10 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

Au fond, ça, c'est un document de Google Earth.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 Oui.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

20 Bon, c'est vrai que des fois la mise à jour des photos peut dater peut-être un petit peu de quelques années.

**LE PRÉSIDENT :**

25 Mais, normalement, la date de l'année est correcte.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Vous voyez? Vous voyez ici, là, le tas de terre, là?

30 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35 Ça, c'est tout récent. Vous voyez, comme vous... je pense qu'on peut même le voir... j'en ai d'autres photos, j'en ai en masse, mais c'est parce que je n'ai pas tout amené.

40

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Mais cette photo-là, elle est prise... parce que là, on voit la ligne.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, en haut.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

En haut de la ligne...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

En haut de la ligne.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20

... vers le fleuve, c'est ça?

**LE PRÉSIDENT** :

Vers le coin.

25 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, parce que...

**LE PRÉSIDENT** :

30

Puis ça, c'est le pylône qui fait le coin.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Je l'ai prise parce que je disais qu'on a coupé la tourbière. Puis évidemment, une fois que le ministère des Transports... bien, que les contractants partent, personne ne fait le suivi après. On a eu beaucoup de pluie, on a eu une année exceptionnelle pour la végétation, ce qui était bien, on était content, mais ça, c'est toute l'eau de la tourbière qui commence à filtrer. C'est parce que dans mon document d'origine -- et j'aimerais bien que vous alliez le chercher parce que je n'ai pas une copie formelle parce qu'il n'y avait plus d'encre à Baie-Comeau pour faire une deuxième copie. Je le sais que

40

ça peut paraître banal, mais c'est Baie-Comeau, il faut le savoir, hein!

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

5 Non non, c'est correct.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10 C'est ici là... Ça là, c'est tout tout récent. J'en ai des grosses, mais là je ne l'ai pas amenée. Ça, c'est pour pouvoir vous montrer la tourbière. Voilà, c'est celle-là.

**LE PRÉSIDENT** :

15 Mais ça, pouvez-vous la situer sur une carte, cette prise de vue?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Bien, oui. Celle-là, c'est le tas de terre que vous venez de voir ici, là, ici, O.K.? Et donc, sur ma carte... Vous savez, à l'échelle, t'sais, on joue avec les échelles, on est tous capable de comprendre. Ça là, vous voyez le tas de terre que vous voyez ici, là, ça, c'est l'intérieur, ça serait comme ça, ici là, juste à côté du pylône.

**LE PRÉSIDENT** :

25 Oui, le tas de terre est là, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 J'aurais dû amener l'ordi.

**LE PRÉSIDENT** :

Le tas de terre est ici?

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui. J'aurais dû amener l'ordi.

40



**LE PRÉSIDENT :**

O.K.

5 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Mais si on est juste à côté du pylône, ça veut dire qu'on est... est-ce qu'on est dans l'emprise d'Hydro-Québec?

10 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Là, on n'a jamais... L'emprise du ministère du Transport, on a posé d'innombrables questions, la réponse que... la réponse qu'ils peuvent vous donner : elle est variable. L'emprise d'Hydro-Québec, ils nous disent : « Ah, ça dépend. Elle est variable. » Est-ce que c'en est une? Quelle est l'emprise de ça? Il y a déjà eu, d'abord... je sais qu'ils ont eu une chicane avec le ministère du Transport, et donc je ne peux pas vous répondre parce que ce qu'on a, nous, officiellement : « Ça dépend. »

**LE PRÉSIDENT :**

20 Mais il y a un standard.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 Il y a un standard...

**LE PRÉSIDENT :**

Il y a un standard, pour une 161 kilovolts, c'est supposé d'être tant.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Notre voisin, il travaille pour Hydro, c'est un cadre, là, puis même lui nous dit : « Regarde, oublie ça. »

35 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Mais au-delà de savoir précisément...

40

**LE PRÉSIDENT :**

Ça veut dire quoi, ça? Ça veut dire ils font ce qu'ils veulent?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Ah. On est sur un terrain, sur le terrain, on... j'imagine qu'ils... Que parfois ils s'accommodent puis parfois il y a des négociations, j'accepte ça, mais ce qui fait que la norme, elle varie, et moi je mettrais toutes mes expériences professionnelles et de travail et de tout, je le sais qu'elle varie, c'est correct.

10

**M. DENIS GODIN :**

L'emprise, ici...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

**M. DENIS GODIN :**

20

... tout ce qui reste du pylône...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

Tout ce qui reste du pylône...

**M. DENIS GODIN :**

30

... c'est un peu de terre tout le tour.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

... c'est un petit peu de terre autour. C'est tout ce qui reste du pylône.

35

**M. DENIS GODIN :**

Parce qu'ils ont creusé complètement tout le tour.

40

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, mais au-delà... Ma question...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui?

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

... ce qu'elle voulait aussi... ce que je voulais comprendre aussi, c'est que là vous avez délimité le... c'est-à-dire l'extension de la sablière, là, sur la carte...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, elle est...

20 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Là, là, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

25 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, là.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Là. Ici là, parce que cette photo de Google, elle ne rend pas justice au milieu. Si on vous amenait sur le terrain, c'est ici qu'on a tout coupé les arbres. Comme je vous dis, je peux vous amener la vidéo, vous la situer exactement. On a tout défait, puis même, il reste des arbres. Les gens étaient découragés. Oui.

35

**LE PRÉSIDENT** :

C'est-tu compliqué de déposer ça sur un CD ou...

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Non, non.

5 **LE PRÉSIDENT :**

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Je ne l'ai pas fait, parce que...

**LE PRÉSIDENT :**

15

On va le prendre.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, effectivement.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

L'as-tu? Ça, peut-être qu'on l'a.

25

**M. DENIS GODIN :**

Là-dessus, il y a des photos, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Oui, on en a plein de photos.

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

35

Dans le VPN.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Oui.

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

5 Vous pouvez m'envoyer vos fichiers. Vous m'écrirez puis je vous donnerai la directive pour déposer ça sur notre site, parce que c'est trop volumineux. Vous pouvez me les faire parvenir, je vais vous donner la consigne pour les déposer sur notre site à nous, du BAPE, puis moi je vais aller les chercher par VPN -- je ne sais pas si vous connaissez un petit peu?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10 Oui, oui oui, à l'université.

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

15 Donc... bon, bien c'est ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Oui. Ils sont déjà...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

Ça fait que, comme ça, ça vous éviterait de faire un CD puis...

**LE PRÉSIDENT** :

25 O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 Mais là, qu'on soit clair, là, moi j'en ai... hein!

**LE PRÉSIDENT** :

35 Plein votre chapeau?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Non, pas ça, plein de photos, je veux dire.

**LE PRÉSIDENT :**

Ah! Bien... mais ce n'était pas...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Plein mon chapeau? Jamais. Comme je vous dis, je vais la sauver cette montagne-là, s'il faut que, en tout cas, que j'aille aux Nations Unies pour avoir le droit à l'eau potable, je suis rendue là, là, mais bon. Mais c'est parce que j'ai beaucoup de photos...

10

**LE PRÉSIDENT :**

Mais c'est parce que là, madame, vous amenez un nouveau point...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, bon.

**LE PRÉSIDENT :**

20

... qui est l'histoire de la prise d'eau...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

O.K. Mais...

**LE PRÉSIDENT :**

30

... en terres de la Couronne, dans l'emprise d'Hydro, loin de chez vous. Ça... ça, je ne sais pas.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35

Le ministère des Ressources naturelles, je pourrais avoir, là... et un notaire, on est en processus, en fait, ils vont... ce qu'ils font pour régler un peu ces cas-là... Ce qui se passe sur la Côte-Nord, je peux vous le dire, je ne sais pas si vous voulez...

**LE PRÉSIDENT :**

40

Allez-y, allez-y, allez-y.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, hum hum.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10 Le ministère de l'Énergie est en train... parce que là, on n'a même pas parlé du ministère des Ressources naturelles, hein, puis vous ne savez même pas, ça, ce n'est pas l'emprise, c'est des terrains intermunicipaux, mais encore, la chicane est prise entre la MRC et la Municipalité, parce qu'on a des zones municipales puis des zones intermunicipales.

**LE PRÉSIDENT** :

15 Intramunicipales, oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Intramunicipales sur l'emprise, la servitude de la route, là, l'emprise d'Hydro, alors personne n'est trop sûr, hein. Je sais que ça a l'air compliqué, mais ça l'est. Mais le ministère des Ressources naturelles, qui probablement aurait le droit là-dessus de nous... ils vont nous faire comme un bail de location. C'est ce qu'ils sont en train de faire pour régler des cas comme les Innus, comme nous qui utilisons ces sources d'eau potable depuis des nombreuses années. Alors, on paierait comme un bail de location, ce que nous sommes prêts à faire.

25 **M. DENIS GODIN** :

À l'affidavit, là, le...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 Oui, sur l'affidavit, je l'ai mis, là, je ne sais pas trop, que...

**M. DENIS GODIN** :

35 Les dates.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Pour chercher le droit à... le droit... on a commencé à faire des affidavits parce que les gens disaient : « C'est un tel qui avait fait ça. » Lui m'a signé un affidavit que non, ça existait avant. Et ça, on

remonte sur l'histoire des baux. Vous savez, le ministère Terres et Forêts dans le temps... t'sais, nous, mon père est allé là, les gens allaient, utilisaient le territoire. Bon. C'est pour ça.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

5

C'est pour situer un petit peu dans le temps la chronologie des faits, c'est-à-dire qui se sont succédés, c'est ça?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Oui.

**LE PRÉSIDENT** :

15

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Et c'est juste pour comprendre que le ministère, d'après nous, ce qu'on nous a dit, est-ce vrai, n'est-ce pas vrai, je ne le sais pas, mais il est certain que la MRC m'a dit : « On va arranger la route conditionnellement à ce qu'on utilise cette sablière. » Par ailleurs, la dernière communication, moi j'avais demandé... j'ai demandé à la MRC : « Quelles sont les procédures? » Parce que, vous parlez de négociations, ce qu'on veut, c'est qu'on ferme la sablière. C'est aussi simple que ça.

25

**LE PRÉSIDENT** :

C'est ça votre élément ciblé?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Oui. Ultimement, oui.

**LE PRÉSIDENT** :

35

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Puis qu'on ne touche pas à la tourbière.



**LE PRÉSIDENT :**

D'accord.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Parce que si on touche à la tourbière... Et, bon, moi je pense qu'on devrait faire un viaduc, mais c'est un à côté, là. Regardez, il y a des solutions, là. Moi, je pense qu'on pourrait apporter, trouver des solutions ensemble, je suis prête à en trouver, on est prêt à faire des compromis.

10

**LE PRÉSIDENT :**

O.K. Élément d'information...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui. Alors, je m'excuse si...

**LE PRÉSIDENT :**

20

Non non, c'est très, très bien.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

25

Non non, c'est parfait.

**LE PRÉSIDENT :**

C'est parfait, ça nous...

30

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Mais bon, j'essaie de vous comprendre où on en est là-dedans.

35

**LE PRÉSIDENT :**

En bon québécois, ça nous déniaise.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah, bien, je ne voulais... je ne l'ai pas dit.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Élément d'information, d'accord?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Oui, oui.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Actuellement, il y a peu de chance que cette sablière soit utilisée parce que, le 31 mars 2016, les baux d'exploitation n'ont pas été renouvelés.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Est-ce que c'est... Je m'excuse, parce que l'année dernière on m'a fait le coup, puis quand je me suis retournée de bord, ils avaient été renouvelés. Puis on m'a dit, hein, monsieur Dubuc m'a dit : « Fais-toi-z'en pas, Elizabeth, ça n'a pas été renouvelé. » Deux semaines après, la machinerie était dedans.

25 **LE PRÉSIDENT :**

Ah, ça, c'est autre chose, ça. Ça, ça veut dire qu'il y a des gens qui sont allés sans... Parce qu'il y a un répertoire public des baux d'exploitation au gouvernement du Québec.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, oui.

**LE PRÉSIDENT :**

35

Ces baux-là n'y figurent pas. Ils n'ont pas été renouvelés en... au 31 mars 2016. Il y a eu aussi un élément dont on aimerait vous parler... Non non, mais...

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Mais c'est beau.

5 **LE PRÉSIDENT :**

... laissez-moi finir.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Oui oui, je m'excuse. Oui, on apprend, on apprend.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Mais je reçois vos réponses aussi.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui oui, O.K.

20

**LE PRÉSIDENT :**

En même temps, il y a aussi... on a trouvé une autre résolution de la Municipalité de Franquelin, que le MTQ avait déposé une demande pour...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hum hum.

30

**LE PRÉSIDENT :**

Vous connaissez ce dossier-là?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

L'autre côté.

**M. DENIS GODIN :**

40

Oui, oui.

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, l'autre côté. Bon.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ils m'ont appuyée, mais bon, en tout cas, ils ont refusé.

**LE PRÉSIDENT :**

10 Avez-vous réagi sur ce dossier-là?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 J'ai...

**LE PRÉSIDENT :**

20 À part que la Municipalité, dans sa résolution, dit : « On ne changera pas le zonage, compte tenu qu'il y a une plainte contre l'autre. »

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 On a essayé de savoir où exactement ce serait, et moi, je n'étais pas fermée à ça. Ce qu'on a dit :  
« Quel est... » Nous autres, c'est un milieu qu'on connaît, regardez, moi j'ai été élevée là, hein, j'avais  
quatre ans, cinq ans, je marchais ces coins-là. S'ils nous disaient où exactement... T'sais, ce qu'on a dit,  
hein : « Il y a un bassin versant là, il y a un bassin versant là, il y a un pic là, il y a un drainage qui se fait  
le long de la rivière Franquelin, il y a un drainage qui se fait du côté est, un drainage qui se fait du côté  
ouest, si vous trouvez une location où il y a du gravier qui peut vous servir, qui est du type..... », parce  
30 que là, on rentre, souvent on nous renvoie le type, moi je n'étais pas fermée, et j'ai... tout ce qu'on a fait,  
pour vous dire... mais on m'a dit : « Bien, c'est par là-bas. Ah, bien là, t'sais, ce n'est pas de tes  
affaires. » T'sais, je veux dire, moi j'ai... la Municipalité, on n'est pas allé plus loin là-dessus parce que la  
Municipalité, elle ne voulait pas non plus...

35 **LE PRÉSIDENT :**

Changer le zonage pour autoriser.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Changer le zonage.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Puis pas seulement à cause de la plainte, mais à cause de tout ce qui se passe dans notre coin. Parce que là, comme je vous dis, là, le cimetière, j'y tiens moi, je ne veux pas le faire déménager, t'sais.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Mais c'est quoi les éléments...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

La zone d'étude...

**LE PRÉSIDENT :**

25

C'est quoi les éléments du cimetière par rapport à l'érosion?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Bien, le cimetière est collé là-dessus, là. C'est parce que, ce qu'on a peur, que si on accepte ce dépôt, là, de... ce fameux rapport environnemental de 2004 ou 2005, que tout ce qu'ils peuvent faire dans la côte Bellevue, ils vont dire : « Bien, c'est dans la zone d'étude, ça a été accepté », puis qu'on n'ait plus le droit à dire quoi que ce soit pour ce coin-là. C'est, en fait, c'est ça, je suis honnête, là, c'est ça qui était notre préoccupation.

**LE PRÉSIDENT :**

35

D'accord.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Peut-être à tort, je ne le sais pas.

**LE PRÉSIDENT :**

Votre document de 2004, 2005, vous réferez à quoi?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien, je veux dire, le rapport...

**LE PRÉSIDENT :**

10 L'étude d'impact?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 L'étude d'impact, oui, je n'ai pas eu de...

**LE PRÉSIDENT :**

20 Elle est datée de 2013, à peu près, 2013, 2016?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25 Je m'excuse, dans... je vous l'ai bien dit, on a sorti une très vieille étude d'impact de 2004, 2005, auquel on a ajouté des pages, on a révisé quelques petites choses, on a annulé les trois premières projections de route, pour ajouter la route, le tracé final 011 à la dernière minute.

**LE PRÉSIDENT :**

30 Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

À la dernière minute.

**LE PRÉSIDENT :**

35 Oui.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Mais l'ensemble du document, quand on le lit, il réfère à une situation de 2004, 2005.

5 **LE PRÉSIDENT :**

D'accord.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Et c'est... moi, c'était un des arguments que j'ai apportés dans ma lettre.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Hein?

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Et donc, il faut faire bien attention. Moi, j'aurais aimé qu'on ait un document... T'sais, quand c'est écrit qu'il y a deux, trois... il n'y a personne dans le coin, t'sais, que...

30

**LE PRÉSIDENT :**

Non, bien...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

T'sais. Oui, mais...

**LE PRÉSIDENT :**

40

Ça aussi, je veux l'éclairer avec vous.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, O.K.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Parce que, il y a deux choses; il y a la zone d'étude, là, qui est assez grande, qui sert à caractériser la place puis éventuellement, s'il y a des impacts qui dépassent la zone du projet, à dire : « Bien, on peut regarder ça », puis il y a la zone du projet. Ce que je lis, moi, dans l'étude d'impact, c'est  
10 que le promoteur s'est préoccupé des villégiateurs de Pointe-à-la-Croix Est, parce qu'il y a un chemin d'accès sur le tronçon qui va être revu, mais qu'il l'a peut-être moins fait dans votre cas parce qu'il considère que vous êtes en dehors de la zone du projet. Peut-être je me trompe, là, mais c'est ma lecture. Puis... je me suis perdu en chemin...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

En fait...

20 **LE PRÉSIDENT :**

C'est que, il y avait le chemin qui partait vers la rivière Franquelin, l'autre vers les gens de...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 L'Association Lac à la Chasse.

**LE PRÉSIDENT :**

30 Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Lac à la Chasse.

35 **LE PRÉSIDENT :**

Puis Pointe-à-la-Croix Est, puis que ces gens-là, ils avaient regardé pour cette partie-là du territoire, s'il y avait des lots, s'il y avait des baux, et cetera. Et donc, les parties que vous remettez en question, là, en disant : « Il n'y a pas de baux chez nous », et cetera, je me demandais simplement si  
40 c'était parce que l'étude d'impact, elle n'a pas regardé de votre côté, mais plus du côté de



Pointe-à-la-Croix Est et puis de la rivière Franque...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

5 Oui, elle a regardé une ou deux personnes Pointe-à-la-Croix, là, c'était... puis ce n'était même pas jusqu'à la...

**LE PRÉSIDENT** :

10 O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Je dois dire, c'est... Oui, mais il faut comprendre, c'est que sur le chemin, il y a un chalet, sur le chemin d'accès, mais ils ne sont pas allés jusqu'à Pointe-à-la-Croix, là...

**LE PRÉSIDENT** :

20 O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 ... jusqu'au bout. Ça, c'est certain. Il y avait beaucoup de préoccupations pour l'Association de chasse et pêche qui, en 2004, avait un poids assez... la villégiature était assez importante autour de Lac à la Chasse. C'est eux qui ont fait déménager le fameux -- comment on l'appelle? -- le poste d'accueil de cette association. T'sais, en haut de la montagne, là, ils ont... Puis c'est écrit dans le document. Mais, encore une fois, ce document-là n'a pas été revisité avec nos composantes de jour. Puis ce que j'argumente dans cette étude d'évaluation ou étude...

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

D'impact. Étude d'impact.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 ... étude d'impact...

**LE PRÉSIDENT** :

40 Étude d'impact.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... il reste que... et c'est... Mais ils ne s'en cachent pas non plus, ils ont dit : « Bon, on a repris ce qu'on avait fait en 2004 », t'sais.

5

**LE PRÉSIDENT** :

Bien, en fait, leur argument est que les...

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

La sablière n'était même pas en exploitation.

**LE PRÉSIDENT** :

15

Pardon?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

La sablière n'était même pas en exploitation à ce moment-là.

**LE PRÉSIDENT** :

25

En 2004?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien non. Bien non.

30

**LE PRÉSIDENT** :

Avant 1972, nous dit-on.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Ça, encore, et c'est pour ça que nous on ne s'est pas méfié...

**LE PRÉSIDENT** :

40

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... parce que, moi je mettrais ma main au... pendant... quand... Bon, comprenez que quand on a sorti toutes les affaires d'érosion au gouvernement...

5

**LE PRÉSIDENT** :

Oui?

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... on a été déclaré zone maritime, tout ça, personne ne touchait... Cette sablière-là, elle a été ravivée quand la MRC a eu le pouvoir de le faire, pour une question de sous, bon, en tout cas.

15

**LE PRÉSIDENT** :

En quelle année?

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

En deux mille... eux autres, c'est 2011.

25

**LE PRÉSIDENT** :

2011, O.K.

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

2011?

**LE PRÉSIDENT** :

Oui. L'entente, c'est 2011 effectivement, oui.

35

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

L'entente est 2011, ça fait qu'en 2012, 2013, là, ils commençaient à chercher des sources de...

40

**LE PRÉSIDENT :**

De granulat.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... et c'est là qu'on a commencé à faire. Puis là, j'argumente parce qu'on s'entend bien que c'est... ils disent que c'est un droit; il n'y a pas de permis, là, il n'y a pas un certificat d'autorisation, là, il n'y en a pas, hein, vous êtes clairs qu'il n'y en a pas, c'est juste...

10

**LE PRÉSIDENT :**

On en...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

C'est juste, eux disent qu'ils ont un droit acquis, possiblement, comme dit votre confrère du ministère de l'Environnement, un possible droit acquis. Et donc ça, t'sais, tout ça est arrivé, comme je vous dis, bien après l'étude d'impact de 2004. Moi, je crois que ça, ça devrait être... Là, on parle, là, vous savez le... même si on se restreint à la zone de projet, on est collé, là, on n'est pas à des kilomètres.

20

**LE PRÉSIDENT :**

Non, vous n'êtes pas à des kilomètres.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On est là, là, hein.

30

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Puis mettons où est-ce qu'est la ligne, bon, est-ce qu'on est dedans ou pas? On est à la limite est, probablement. Je ne sais pas, mais bon. Puis après, vous savez, là, tout d'un coup ils allaient creuser sous le lac la Ligne, les gens... Ça, ce n'est jamais dans l'étude d'impact. Avez-vous remarqué la section que ça a accroché tout d'un coup, quand on a dit : « Bien, on va aller avec la ligne 011. »

40

Bien, on creuse sous un lac, mais ils vont faire des remblais. Je le sais que la zone est accidentée, on... puis dangereuse, mais là tout d'un coup... Ça, ça n'a jamais été évalué. Ça n'a jamais, jamais été évalué, je m'excuse, il n'y a rien de ça dans l'étude d'impact, parce que c'est venu beaucoup plus tard.

5 **LE PRÉSIDENT :**

C'est venu après l'étude géotechnique...

10 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Après, après.

**LE PRÉSIDENT :**

15 ... qui disait que les variantes qu'ils avaient au départ étaient...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

20

**LE PRÉSIDENT :**

... n'étaient pas optimales puis elles étaient dangereuses, puis ils avaient le fameux problème de...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien, qu'il y avait un problème technique...

30

**LE PRÉSIDENT :**

... de construire sur l'argile puis de mettre des contrepoids.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35

Bien, l'argile puis le contrepoids puis... Bien, j'avoue que là peut-être que j'exagère un peu, ça m'a fait sauter un peu, je me suis dit : Quand même, en 2017, des ingénieurs, ils doivent être capables...

40

**LE PRÉSIDENT :**

Non non, mais vous avez retenu... dans votre requête, vous faites état d'un passage qui vous a retenue...

5

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Ah! oui. Ah! oui.

10

**LE PRÉSIDENT :**

... vous dites : « Au détriment de la sécurité des gens. »

15

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Mais ça, c'était avant la O2011. Ils ont... la O2011, la plupart des gens qui ont répondu... Est-ce que vous connaissez le PR6, là, dans les documents qui ont été déposés par le ministère? C'est l'avis de tous les ministères sur le projet, puis les gens ont l'air de considérer que la O2011, c'est la... la moins pire, on va dire.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, je n'ai pas tout amené, hein, j'ai une boîte.

**LE PRÉSIDENT :**

30

La variante optimale du point de vue de la géotechnique...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35

En 2011.

**LE PRÉSIDENT :**

40

... et puis de la sécurité des gens. Donc, d'après moi, c'est quelque chose qui serait peut-être difficile à remettre en question, là.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Au fond, on fait référence à ce document-là, je ne sais pas si vous l'avez consulté?

5 **LE PRÉSIDENT :**

Ça, chaque minis... C'est PR6, ça?

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

Oui, PR-6.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Oui, oui oui oui oui, j'en ai même... bon.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Chaque ministère dit, puis dans le...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

25 **LE PRÉSIDENT :**

... plus loin, il y a l'étude de recevabilité du ministère de l'Environnement aussi qui dit : « Bon, bien c'est... »

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ça, c'est... Est-ce que ça, ils sont déposés sur le site?

**LE PRÉSIDENT :**

35

Oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

40

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

C'est tout sur le site Internet.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Ah, bien comme ça, j'en ai lu beaucoup, là. Peut-être, là, il faut que je me remette dans tout ça, là. Bon, O.K. Mais il reste que... pardon, le trajet 011, je ne sais pas si c'est avant, il me semble que c'était plus tard, mais 2011, mettons, O.K. Mais... O.K.

10

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, c'est plus tard un peu, oui.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Ça a été plus tard, ça a été...

**LE PRÉSIDENT :**

20

C'est...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

Quand ça a commencé, ils ont dit : « On va se coller à la vieille route. » Puis oui, mon commentaire, c'est que la sécurité, c'est que finalement il y a un document, mais moi je ne crois pas que ça a été répondu, à celui qui dit : « Finalement, la courbe, il y a une couple de courbes, elles seront non conformes, ça sera moins sécuritaire, mais bon. »

30

**LE PRÉSIDENT :**

Non non, ça, c'était les anciennes variantes. La nouvelle, elle est : « Toutes les courbes sont conformes, tout ce qu'il reste... »

35

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

C'est la pente.

40



**LE PRÉSIDENT :**

... il y a une pente, là, qui...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

10

Mais le reste est, nous dit-on, beau, beau, beau. Donc, c'est pour ça au début, quand je vous disais...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Oui oui, mais on reste avec la pente.

**LE PRÉSIDENT :**

20

... il y a des choses pour lesquelles on a des réponses.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

30

Puis je vais vous... on va continuer dans le contexte, mais je vais vous ramener quand même à... c'est égoïste comme préoccupation, c'est que si on va voir le MTQ, il faut qu'on ait des éléments à...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35

Factuels.

**LE PRÉSIDENT :**

40

... à mettre sur la table : « Êtes-vous en mesure de », bang! bang! bang! Alors, une des difficultés -- je vous dis ça puis ce n'est pas de la pression, c'est juste de la transparence -- c'est qu'on nous répond que la sablière n'est plus exploitée depuis le 31 mars, on nous répond... 2016, mais ça, vous allez nous documenter la chose, vous allez nous dire quand ils sont retournés.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Elle a été exploitée tout l'été.

5 **M. DENIS GODIN** :

Hum.

10 **LE PRÉSIDENT** :

On va trouver un moyen. Vous nous direz ou vous nous enverrez des photos ou la vidéo, en mettant des dates, et cetera.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien là!

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20 Est-ce que je peux...

**LE PRÉSIDENT** :

Oui oui.

25 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Est-ce que je peux intervenir?

30 **LE PRÉSIDENT** :

Vas-y.

35 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Parce que la distinction que monsieur Haemmerli est en train de faire, c'est que nous, sur les registres... c'est-à-dire, le registre qui consigne les permis, il n'y a plus de permis valide...

40

**LE PRÉSIDENT :**

Il n'y a pas de permis, là.

5 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

... à partir du 31 mars 2016. Maintenant, est-ce qu'il y a d'autres partis, d'autres gens qui viennent exploiter cette sablière? Possiblement. C'est pour ça qu'on aimerait comprendre ça. Est-ce que c'est le MTQ qui vient exploiter cette sablière, est-ce que c'est... On a aussi appris qu'il y avait d'autres  
10 compagnies qui avaient des permis sur cette sablière-là, t'sais, des compagnies privées qui venaient exploiter cette sablière. Donc, on aimerait savoir, est-ce que c'est le MTQ qui continue à exploiter, alors qu'officiellement, sur un registre qui consigne les... ces permis-là, il n'y a plus d'exploitation.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Mais il semble qu'il y avait... Nous, ce qu'on nous a dit, c'est que ça a été renouvelé.

**M. DENIS GODIN :**

20 Mais c'est des sous-contractants.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 C'est des sous-contractants, mais à travers la MRC.

**M. DENIS GODIN :**

C'est Munger...

30 **LE PRÉSIDENT :**

Oui, mais ça, on va devoir le clarifier avec la MRC...

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

40 ... parce que dans la mesure où il n'y a pas de bail qui a été attribué, il n'y a personne qui va

chercher du sable là, normalement. Normalement.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

5 Oui, non non, c'est correct, je vous comprends.

**LE PRÉSIDENT** :

10 On va essayer de clarifier, d'accord?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui oui, oui oui. Non non, je suis d'accord. Je suis d'accord.

15 **LE PRÉSIDENT** :

Puis il y a un autre élément...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Oui?

**LE PRÉSIDENT** :

25 ... qu'on va vous donner, dans le fameux PR6 qu'on vient de vous montrer, là, il y a à un moment donné quelqu'un du MERN qui dit : « Oui, mais oupelaye, attention, là, la sablière... »

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 Oui oui, j'ai vu ça.

**LE PRÉSIDENT** :

35 Oui, c'est... il va falloir... vous êtes mieux d'aller sur Internet puis de mettre des mots clés pour le trouver. « La sablière, elle est sur un site patrimonial innu », et la nouvelle demande pour la nouvelle...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Oui?

**LE PRÉSIDENT :**

5 ... de l'autre côté de la route, elle serait dedans aussi, et il y a un engagement gouvernemental à l'effet de consulter les communautés autochtones lorsqu'on veut attribuer un nouveau droit. Ce n'est pas forcément le cas pour le droit acquis, mais le nouveau droit. Donc, il y a plein d'éléments de complication autour de ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

10 Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

15 Mais moi, ce qui me surprend, c'est que vous nous dites que, avant que la MRC arrive...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

20 Ah, oui.

**LE PRÉSIDENT :**

... cette sablière-là n'était plus exploitée.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25 Un bon 20 ans. Et moi, je pensais aussi, c'est ce qu'on croyait, que ça nous protégeait, parce que j'ai lu quelque part dans une loi -- t'sais, on sait comment les documents... on ne sait plus, plus ou moins -- mais qui disait que si ce n'était pas... qu'elle n'avait pas été utilisée pendant 20 ans, ça devenait... et, de fait, il n'y avait plus de droit acquis. Quand je suis allée avec notre porte-parole, monsieur Dubuc, on s'est dit : « Bon... » Mais là, ils ont dit : « Oui, mais si on amène même ne fut-ce que, je ne sais pas, un tas de sable une fois dans ces 20 ans là, c'est considéré... »

**LE PRÉSIDENT :**

35 Elle est considérée comme exploitée.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40 Oui, oui. Alors, est-ce qu'on peut prouver ça? Nous, de fait... moi, je ferais un affid... hein, jurer qu'elle n'a pas été utilisée tous ces temps-là. Puis c'était intéressant parce que la régénération se faisait,

les zones avaient fixé le sol et tout le reste. Alors, ça a commencé, c'est quand la MRC a eu le droit de le faire, je reviens à cette... Et, effectivement, en 2016, elle a été utilisée, agrandie.

**M. DENIS GODIN :**

5

Bien, c'est ça.

**LE PRÉSIDENT :**

10

En 2016?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Bien oui.

**M. DENIS GODIN :**

C'est ça, c'est cette photo-là, là.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Mais cette photo-là, c'est pris en 2016.

**LE PRÉSIDENT :**

25

Oui, mais tantôt, vous nous avez dit que c'était en 2014.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30

Qu'ils ont commen...

**LE PRÉSIDENT :**

35

Qu'ils ont... O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Qu'ils ont exploité la partie ouest.

40

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, d'accord.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.? Et ça, ils ont creusé là. Ils l'ont arrêté parce qu'ils ont vu eux-mêmes, quand on est sur le terrain puis que ça déboule, bien là les gens se disent : « Bien, peut-être qu'on ne devrait pas. » Hein, c'est aussi crasse que ça. Je le sais que ça semble, hein...

10

**LE PRÉSIDENT :**

Non non, mais on va sortir nos grandes bottes et puis on va y aller.

15 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Exactement.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Oui, O.K. Mais je reviens, le rapport d'évaluation, le rapport technique pour la section 011, ils en ont fait un, mais ce n'était pas partie prenante du rapport d'étude d'impact. Tout ça s'est fait après. Et moi, je suis prête à refaire tout, mais passer des heures à ressortir les dates de ça, parce qu'à un moment donné on s'est dit : « On va se coller à la vieille route, ça coûtera moins cher » -- bien, peut-être que, non, je vais retirer ces paroles, je ne sais pas. En tout cas, on a dit : « On va... » Et donc, c'est là qu'on a dit : « Bien là, techniquement, on n'est pas capable. » Moi...

25

**LE PRÉSIDENT :**

Mais...

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

T'sais, ça me dépasse, j'arrive du pays d'Auvergne, où des... T'sais, on a des belles assises rocheuses, on pourrait faire un viaduc qui ne coûterait probablement pas plus cher que ce qu'on propose présentement. Vous comprenez qu'on va creuser, on va faire un remblai...

35

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... sous le lac la Ligne.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

T'sais, d'accord, le lac la Ligne puis lac à Thompson, ils sont morts, ils sont eutrophisés ces lacs-là à cause du sel, que ça fait 50 ans qu'on verse du sel des chemins, hein.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Sur la route, oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Dans le rapport 2004, on dit on avait fait une étude, et on dit que c'est des grandes zones d'eutrophisation du lac. Imaginez ce que c'est maintenant. On n'est pas retourné voir.

**LE PRÉSIDENT :**

25

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Mais là, c'est des lacs morts. Bon...

30

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, mais...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

... c'est correct si on creuse sous.

40



**LE PRÉSIDENT :**

Oui oui, ils sont eutrophes puis... Bon, mais moi, je vous ramène...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

10

Je reviens toujours avec la question du commissaire tannant.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Qu'est-ce qu'on va demander au MTQ avec ça? Qu'est-ce qu'on va demander? Qu'est-ce qu'on va demander?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

Moi...

**M. DENIS GODIN :**

30

Parce que, comme tu dis, fermer la tourbière, mais ils disent qu'ils ne l'utilisent plus.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien, la sablière.

**LE PRÉSIDENT :**

35

Oui, on a... on a...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40

O.K. Oui, moi, les questions au ministère...

**LE PRÉSIDENT :**

Allez-y, j'y vais après.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Moi, j'adorerais avoir quelqu'un devant moi : « Où vous allez prendre les matériaux pour la construction de votre route? »

10 **LE PRÉSIDENT :**

Bien, attendez, on peut, on prend des notes.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Hein!

**LE PRÉSIDENT :**

20 Allez-y, allez-y.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

« Est-ce que vous allez toucher le milieu humide? »

25 **LE PRÉSIDENT :**

Qui est...

30 **M. DENIS GODIN :**

La tourbière.

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

La tourbière.

**LE PRÉSIDENT :**

40 La tourbière qui est contiguë à la...

**M. DENIS GODIN :**

À l'est.

5 **LE PRÉSIDENT :**

... à la sablière?

10 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, et qui s'étend sur... C'est une très belle tourbière. On a confirmé que c'était une tourbière.

**LE PRÉSIDENT :**

15 Oui?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

20 O.K.? Est-ce... je ne sais pas, moi, est-ce qu'on ne pourrait pas considérer un viaduc? Bon, peut-être que c'est un peu trop, là. Bien, c'est parce que là, moi, ce milieu-là, ce qui m'inquiète, qu'on nous explique davantage comment on va faire pour creuser. Il y a des remblais sous la... Ce n'est pas clair. « Sous le lac », mais ce n'est pas clair. Ils disent qu'ils vont creuser là, entre le chemin de l'association et le lac la Ligne.

25 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bon, c'est en pente, et j'avoue, là... C'est parce que là, je n'ai pas amené nos documents.

**LE PRÉSIDENT :**

35 Mais c'est...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40 Je pourrais vous revenir avec ma question plus précise là-dessus.

**LE PRÉSIDENT :**

Ils vont dynamiter dans ce coin-là, il y a du socle rocheux?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien oui.

**LE PRÉSIDENT :**

10

Bien oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Bien oui. Ça n'a pas de sens, dynamiter là. En tout cas, bon, je... O.K. C'est à côté.

**LE PRÉSIDENT :**

20

C'est parce que, voyez-vous, on...

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

Je voudrais juste comprendre.

25

**LE PRÉSIDENT :**

Allez-y.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

30

Le viaduc dont vous parlez, là, on est rendu au niveau des lacs, hein?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35

Oui.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

40

Donc, on n'est plus dans votre... directement dans votre...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On est à deux kilomètres, là.

5 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Un point huit kilomètre.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

15

Oui, c'est ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, O.K. Oui.

20

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Mais, ce que je veux dire par là, on n'est plus à l'intersection qu'on...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Non, on a dépassé.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

30

... au niveau de la sablière, là, on s'entend, hein?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Non. Oui, O.K.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

40

O.K. O.K. Je voulais juste clarifier ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Mais, t'sais, il y a une belle assise. C'est parce que, effectivement, on accepte que c'est un... il y a une vallée très, très creuse là...

5

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui oui.

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... c'est très creux.

**LE PRÉSIDENT** :

15

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

... mais si, au lieu de faire tout ça, comme je vous dis, si on faisait une belle assise rocheuse, un beau viaduc d'en bas à en haut, on ne toucherait pas au régime hydrique.

**LE PRÉSIDENT** :

25

Ah, qui court-circuite l'ensemble...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien oui.

30

**LE PRÉSIDENT** :

... de tout ce qui descend dans la vallée, là?

35

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien, voilà.

40

**M. DENIS GODIN :**

Voilà, oui.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

On ne toucherait pas au régime hydrique. En fait, ce que je demande au ministère du Transport, de bien évaluer... T'sais, il n'y a aucun hydrologue -- hydro... hydrologue, oui?

10 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Oui, hydrologue, hydrogéologue, géomorphologue.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

20

-- qui a étudié ça. Vous voyez dans le... il n'y a personne qui a apporté un point de vue au niveau des bassins versants.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

25

Mais, excusez mon ignorance, mais ultimement, la... c'est quoi... ce serait quoi l'avantage de créer ce viaduc comparativement à la solution qui a été retenue, relativement aux bassins versants?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30

O.K.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

35

Plus concrètement. Parce que...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40

Bien, d'abord, t'sais justement c'est que ça nous empêcherait d'aller chercher des matériaux ailleurs. On se parle bien, un viaduc, c'est quand même...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui oui, hum hum.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... peut-être qu'on a besoin de quelques roches, mais au moins l'argument qu'on ne trouve aucun sable ou sablier ou grav...

10 **LE PRÉSIDENT** :

Gravier.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... le gravier, il y aurait ça. On ne toucherait aucunement -- je vous dis, il y a quatre... il y a trois bassins versants -- on ne toucherait aucunement au régime hydrique actuel, qui est critique de notre part puis du côté de la rivière Franquelin aussi. Moi, je pense que ce serait un gros avantage et ça serait à considérer. Moi, je pense que les coûts seraient peut-être, là... Puis là, on parle de dynamitage. Puis juste avant de partir, là, oui, c'est vrai, là je me reviens aussi qu'ils veulent créer une zone de déchets, qu'on n'a pas encore touchée, moi je ne l'ai pas touchée dans ma lettre, là, mais dans les commentaires de la direction générale, là...

25 **LE PRÉSIDENT** :

Oui?

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bon, vous voyez...

**LE PRÉSIDENT** :

Oui, oui.

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... j'ai amené celui-là au moins. Ils étaient... et j'avoue qu'ils avaient des préoccupations. Vous dites qu'ils y ont répondu, moi je pense que c'était la deuxième, plus ou moins.

40



**LE PRÉSIDENT :**

Non non, ce que je dis... non non, attendez.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

10 Je vais préciser, d'accord?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

20 Je veux juste qu'on se comprenne bien.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

25 **LE PRÉSIDENT :**

30 Ce que j'ai dit, c'est qu'il y a certains éléments de votre requête pour lesquels il y avait des éléments d'information dans le dossier. En ce qui a trait au site de dépôt de matériaux excédentaires, le ministère est encore en questionnement avec le MTQ parce qu'il considère qu'il n'a pas toutes les réponses.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 Bien, non, mais c'est ça, moi aussi, là, la carte, vous voyez?

**LE PRÉSIDENT :**

40 Oui, bien c'est ça, on a la même.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Moi qui connais ce milieu-là, je ne suis pas capable de me décider : mais c'est où? Puis ils veulent faire un autre chemin pour y aller.

5

**LE PRÉSIDENT** :

Oui, qui va longer le... bien, qui va prendre le chemin existant du lac Nord-Ouest...

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Il n'y a pas de chemin.

15

**LE PRÉSIDENT** :

... qui va contourner puis que là ils vont faire un nouveau qui part dans la vallée.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Bien oui, il n'y a pas de chemin. En tout cas, regarde.

**LE PRÉSIDENT** :

Bien, vous avez la même chose, on a la même carte.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui oui. Alors ça, ça, j'avais des préoccupations aussi, j'avoue. Mais pourquoi faire un dépôt de ça, tandis que dans le chemin de l'association, où ils ont déjà creusé les années passées puis ils ont laissé des dégâts énormes, on pourrait facilement aller porter ça là? Ça nous dépasse qu'ils aillent... aller encore travailler dans... Ça là, de ce côté-là, on touche le bassin versant de Franquelin, là.

30

**LE PRÉSIDENT** :

Oui. Ah...

35

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hein, on est dans un autre bassin versant, là. Eh voilà!

40

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

On y est.

5 **LE PRÉSIDENT :**

On y est. Non non, mais dans votre requête...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Hein!

**LE PRÉSIDENT :**

15

Dans votre requête...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Mais je n'avais pas mis ça dans ma requête. Je l'aurais mis, là, mais...

**LE PRÉSIDENT :**

... vous aviez une préoccupation à l'égard de la ligne de bassins versants...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

30

... qui n'était pas définie, d'après vous, à la grandeur. Mais là, tantôt, vous nous avez sorti une carte où vous avez dit : « Oui, bien là, c'est les bassins versants qui nous ont aidés », puis vous aviez l'air d'avoir comme...

35

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, mais...

40

**LE PRÉSIDENT :**

... passé cette difficulté-là.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien, pour moi, là, mais ça pourrait être dans le rapport d'impact. Pourquoi ce n'est pas dans l'étude d'impact, ça? Ça, c'est moi qui a fait ça, là...

10 **LE PRÉSIDENT :**

O.K.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

... avec les bassins versants, on s'est mis ensemble. C'est mon étude, là, mais...

**LE PRÉSIDENT :**

20 Montrez-moi cette ligne-là, je veux voir si c'est la même que celle que j'ai trouvée.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien là, je ne sais pas à laquelle que vous faites... hein, il y avait...

25 **LE PRÉSIDENT :**

Non, mais juste qu'on s'entende.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Ah, je l'avais trouvée ma feuille, finalement je l'avais. Oui. On est rendu où?

35 **LE PRÉSIDENT :**

Parce que...

40 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui?

**LE PRÉSIDENT :**

Je vais revenir à...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Quand on a fait les bassins versants avec monsieur...

**LE PRÉSIDENT :**

10

Ici.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 Ah oui, O.K. Oui. O.K. Bien là, je ne sais pas si vous avez... Ce serait celle-là. On avait défini avec les réseaux des bassins versants.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Ça a bien du bon sens.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Parce que, normalement, c'est fait de pic à pic qu'on nous a dit.

25

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Mais quand le technicien... on a parlé à monsieur -- comment il s'appelait, donc? -- je ne sais pas trop, il a dit : « Vous savez, il dit, je pense qu'il faudrait reconsidérer parce qu'il y a un bassin versant de ce côté-là. » Puis eux autres, là, les lacs, là, ils veulent créer le chemin... bon, il y a un chalet là, c'est ici, là, qu'ils veulent aller, puis ils descendent là puis aller là.

35

**LE PRÉSIDENT :**

Ici.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ça n'a pas de sens.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Ici, dans ce trou-là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Oui, hein! Mais là, là, hey, vous voyez, là, la pente de ça?

**LE PRÉSIDENT :**

15

Ils veulent fermer les deux bords pour faire un milieu humide qui alimenterait les deux sorties, disent-ils.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Oui, mais pourquoi créer un milieu humide tandis qu'ils vont tout venir détruire mon milieu humide ici, ma tourbière là? Je m'excuse.

**LE PRÉSIDENT :**

25

On va leur demander.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Puis vous voyez qu'à la page ici, là, vous voyez quand on lit ça, il semble que le milieu humide situé au ch. 5+400 semble avoir échappé à tout le monde, il n'est plus comptabilisé. Bon! C'est ça.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35

C'est quel document, celui-là?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Bon, on en a perdu une, mais bon. Ça, c'est...

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, ça, c'est le...

5 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

C'est le PR5.2, O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

10 Ça, c'est le ministère...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 Ils ont perdu... ils ont perdu le milieu humide, bon.

**LE PRÉSIDENT :**

20 Oui, ça dépend. Je vais vous donner un exemple. Dans mon coin...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui?

25 **LE PRÉSIDENT :**

30 ... entre chez nous et une route un kilomètre plus loin, le MERN a la carte des milieux humides et ils sont tous dessus, mais c'est des lots boisés, ça fait que les exploitants, ils demandent des permis pour faire des fossés de drainage, puis à un moment donné, bien il y a des milieux humides qui disparaissent.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35 O.K. Mais même dans le... on l'avait consulté pour la tourbière dont je vous parle, puis ça a été la surprise de dire : bien, comment ça se fait qu'elle n'est pas là, elle non plus? Mais peut-être que cette carte-là devrait être mise à jour. Là, je comprends, là, t'sais, on en perd. Bon.

**LE PRÉSIDENT :**

40 Bon.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Excusez.

5 **LE PRÉSIDENT** :

On revient. — Oui, vas-y, Karim, après ça je vais revenir.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

Oui. Madame Rooney, juste, le document que vous consultez là, c'est le PR5.2, O.K.?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Hum hum.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20

Le 5.2, c'est la série des questions du ministère au promoteur.

**M. DENIS GODIN** :

Bien, la deuxième.

25

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Peut-être qu'il faudrait aussi, je pense que c'est utile de regarder le 5.2.1 dans lequel il y a les réponses.

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Il y a les réponses, oui. Oui oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35

O.K.? Parce que des fois, dans les réponses, il y a certains éléments qui sont apportés aussi.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Je l'ai aussi.



**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Ah, O.K. Parfait. C'est bien.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

C'est juste que je ne l'ai pas amené.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

Ah non, c'est correct.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Parce que ça, c'est dans les réponses, ça.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20

O.K. Parfait.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Hein, les cartes ont été amenées dans les réponses.

25

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui oui, effectivement.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Mais là, je n'ai pas tout amené.

**LE PRÉSIDENT :**

35

Puis, en fait...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Mais effectivement...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Non non, mais c'est juste pour vous inviter à...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... je suis d'accord, mais cette tourbière-là, elle n'a pas plus réapparu, je vous le dis.

10 **LE PRÉSIDENT** :

Puis les cartes les plus à jour, tant qu'à être dans les numéros de documents, les cartes les plus à jour, c'est dans le résumé de l'étude d'impact, parce qu'il y a des mises à jour de 2016 dedans. Mais moi, je reviens encore...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui?

20 **LE PRÉSIDENT** :

... de façon très terre à terre...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

25 On va juste lui indiquer, c'est le PR3.2.

**LE PRÉSIDENT** :

3.2.

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

PR3.2, là, c'est vraiment un document synthétique d'une cinquantaine de pages, avec des annexes qui...

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. PR...

40

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

3.2.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

3.2?

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

3.2.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Sur... le document sur votre site du BAPE...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

Oui.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... « Documents à consulter »?

25 **LE PRÉSIDENT** :

Oui, oui.

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, c'est le résumé de l'étude d'impact.

**LE PRÉSIDENT** :

35 Voilà.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 O.K. Mais ça, ça a été mis à jour en 2016?

**LE PRÉSIDENT :**

Bien, le résumé reprend l'ensemble de l'information qu'il y a dans l'étude de base puis dans les deux, trois séries de questions, puis ils ont synthétisé ça pour faire un résumé.

5

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

Mars 2016.

10

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

O.K. Ça m'a échappé.

15

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

Donc, l'avantage de ce document-là, c'est qu'il vient synthétiser toutes les informations qui sont dans les questions/réponses PR5.1 et PR5.2.1, donc les deux séries de questions/réponses...

20

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, O.K.

25

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

... et il apporte vraiment l'information la plus à jour. Donc, c'est... on vous invite vivement à consulter...

30

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui oui. Bien, je n'ai probablement pas... Ça, ça m'a échappé...

35

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

C'est ça.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

... celui-là, là, le document. Bon, O.K. C'est beau.

**LE PRÉSIDENT :**

Je peux-tu faire mon commissaire tannant?

5 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

Oui oui, bien sûr, vas-y.

**LE PRÉSIDENT :**

10

D'accord. Alors, le commissaire tannant revient. Demain, nous rencontrons le MTQ, que voulez-vous qu'on leur demande?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Je ne peux pas y aller, moi?

**LE PRÉSIDENT :**

20

Bien, le ministre a nommé un médiateur pour...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

Ah, O.K. Il n'y a pas moyen, eux autres.

**LE PRÉSIDENT :**

... pour être responsable de la procédure.

30

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Ils ont le tour de se créer des distances. Il n'y a pas moyen.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

35

Non, mais peut-être qu'il faut aussi resituer une chose...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40

Mais bon, *anyway*.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

... c'est que demain on rencontre, au même titre qu'on vous a rencontrée aujourd'hui...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, O.K.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

... on rencontre le MTQ comme étant l'autre partie de la médiation...

**LE PRÉSIDENT** :

15

Éventuelle, oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20

... éventuelle, exactement, pour justement leur exposer les objets de la requête et discuter de la possibilité d'une médiation. Advenant qu'ils soient ouverts à cette médiation, peut-être qu'il y aurait la possibilité ensuite de discuter avec eux, mais...

**LE PRÉSIDENT** :

25

Oui. Je vous vois venir, cher collègue, oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

30

Non, parce qu'au fond, on se doit de mener la même démarche qu'on mène aujourd'hui avec vous.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Oui. C'est beau.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

40

C'est-à-dire de vous consulter, de voir votre disposition à entrer en médiation. Une fois qu'on... si on obtient votre accord et l'accord du MTQ, là il y aurait possiblement la possibilité d'avoir des discussions.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Vous rencontrez qui au ministère des Transports? Je peux au moins demander. Est-ce que c'est la direction régionale?

5

**LE PRÉSIDENT** :

Oui.

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Est-ce que c'est le...

**LE PRÉSIDENT** :

15

Bien, c'est les chargés de projet de la direction régionale. Je ne sais pas si j'ai les noms dans ma pochette, là. Je ne sais pas si vous, vous les avez?

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

20

Moi, je les ai.

**LE PRÉSIDENT** :

25

Tu les as? O.K. S'il vous plaît.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Vous comprenez aussi que là il y a quand même... il y avait déjà eu des discussions entre la sécurité civile puis le ministère des Transports. La sécurité civile nous avait reconnus, oui, il y avait déjà eu un décrochage. On avait appris la différence entre un glissement et un décrochage. L'hydrologue de la sécurité civile était venu; on leur avait demandé de le rencontrer parce qu'on n'aimait pas trop ce qui se passait. Ils nous ont assuré que, pour l'instant, c'était assez stable, sauf qu'il y avait eu un décrochage.

35

J'ai reçu une lettre du ministère du Transport à Québec qui dit que -- bien, je pourrais vous la passer -- en gros, oui, il y avait eu décrochage, mais c'est parce qu'on avait coupé les arbres l'année d'avant. Mais, t'sais, on reconnaît qu'il y a eu décrochage, là, hein. Puis moi, je ne suis pas encore rendue à ma brèche en bas, là. Là, je suis rendue au territoire fédéral, mais bon...

40

Je vous dis ça parce que, vous savez, nous là, ce qu'on veut que le ministère nous assure, c'est qu'il protège... Dans le fond, vous pourrez demander au ministère du Transport qu'on protège le littoral. On a déjà d'énormes problèmes d'érosion. Pas de protéger dans le sens de protéger, mais au moins...

5 **LE PRÉSIDENT :**

Que dans le cadre de son projet...

10 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

... qu'on arrête de creuser un flanc de montagne où on va créer des conditions de dangerosité...

**LE PRÉSIDENT :**

15 O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

20 ... je vais le dire comme ça, de la route, hein; on va essayer de régler un problème en en causant un autre. Est-ce que ça, c'est une demande légitime? Peut-être pas. Peut-être que c'est en dehors...

**LE PRÉSIDENT :**

25 Non non, mais on va y aller tout...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, oui.

30 **LE PRÉSIDENT :**

On va y aller étape par étape.

35 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

40 Le flanc de montagne qu'on veut creuser se trouve...? Vous parlez de la sablière?



**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien, c'est la sablière.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Bon.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Il n'y a pas d'autres moyens.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Bon, mettons... mettons qu'on va les voir puis qu'on leur demande ça puis que le MTQ, il dit :  
« Bien, écoutez les gars... » Non, bien ils vont dire : « Monsieur le président, nous n'avons plus de mandat depuis 14 mois, plus d'un an... »

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

25

« Plus de bail ».

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Mais ce n'est pas vrai.

**LE PRÉSIDENT :**

35

« ... plus de bail et... » Non, mais ça se peut qu'ils n'aient plus de bail, maintenant ce qui se fait ou autre, on ira l'éclaircir avec... on va aller voir la Municipalité...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

40

On va clarifier ça.

**LE PRÉSIDENT :**

... la MRC, tout ça.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ce bail-là a été renouvelé, je m'excuse, je l'ai vu renouvelé sur le site. En tout cas.

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Sur le site? Quel... sur quel?

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien, c'est GESCO?

**LE PRÉSIDENT :**

Sur GESTIM?

20 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

GESTIM.

25 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

30 Sur GESTIM, il n'y a pas... actuellement, il n'y a pas de bail. Il n'y a pas de bail depuis 31 mars 2016. On l'a fouillé, croyez-moi, on l'a fouillé.

35 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Est-ce que vous avez un document à cet effet?

40 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Non, ça a été verbal.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

O.K.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On m'a dit verbalement, parce que moi aussi, là, c'est la première question que j'ai posée en revenant...

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est ça.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... puis ça a été verbal.

**M. DENIS GODIN** :

20 Tu n'as pas la lettre de Kalib?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Monsieur... Kalib? Oui.

25 **M. DENIS GODIN** :

L'as-tu?

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

35 **M. DENIS GODIN** :

Parce qu'il dit qu'il ne la fermerait pas, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Ah, oui!

**LE PRÉSIDENT :**

Bien, en tout cas...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Non, mais c'est vrai, vous...

**LE PRÉSIDENT :**

10 ... tout document utile à la compréhension...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 Juste ce qu'on pourrait déposer... — Tu as effectivement raison, cher.

**LE PRÉSIDENT :**

Tout document...

20 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Le dernier document que j'ai eu en mars, la MRC m'a dit qu'il serait irresponsable de leur part de fermer cette sablière.

25 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

Irresponsable de la part de la MRC?

30 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

35 De fermer cette sablière?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40 Parce que c'était la seule source de gravier depuis... en dedans de 20 kilomètres. Je l'ai ici.

**LE PRÉSIDENT :**

Peut-on vous demander poliment de la déposer à la Commission, s'il vous plaît?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Voilà. Bon. On va la retrouver.

**LE PRÉSIDENT :**

10 Parce que ça va changer notre questionnement.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

15 Oui. On va l'adapter.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Je vais... là, j'ai...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

Ce n'est pas grave si vous ne l'avez pas, vous pouvez me l'envoyer, ne stressez pas.

25 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Non non, mais j'ai... je l'ai ici, c'est parce que j'ai juste mis... bien, t'sais, il me... je n'ai pas la date exacte, je peux vous la préciser. C'est parce que là, moi j'ai fait des notes, mais regarde, ça ne me dérange pas.

30 **Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

Je vais aller faire une copie.

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Je veux juste être sûre que c'est... oui. Puis c'était suite à ma demande en septembre deux mille... en septembre, j'avais demandé les procédures officielles pour fermer une sablière, parce qu'ils nous disaient qu'on n'avait pas suivi les procédures officielles...

40

**LE PRÉSIDENT :**

Oui?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... pour la fermeture de la sablière, ça fait qu'en septembre, j'ai demandé qu'est-ce que ça prenait, j'ai eu une réponse au mois de... juste avant qu'on parte pour l'Europe.

10 **LE PRÉSIDENT :**

Est-ce qu'on peut avoir copie de votre demande aussi?

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, elle est attachée là-dessus.

**LE PRÉSIDENT :**

20 O.K. C'est bien.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 Et donc, ils ont dit que c'était irresponsable de leur part de fermer ça, parce que...

**LE PRÉSIDENT :**

Mais là, il n'y a pas de bail attribué. En tout cas, on va aller voir jeudi matin la MRC.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah, O.K.

35 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

40 Est-ce que, dans l'information dont vous disposez, quand ils disent que c'est irresponsable, est-ce qu'ils considèrent que le MTQ a besoin de cette sablière ou est-ce qu'ils considèrent qu'il y a d'autres entreprises privées ou des particuliers qui auraient besoin de cette sablière? Parce que je pense que la distinction est très importante. Parce que sur le registre GESTIM, nous, on a même posé la question au responsable du ministère, il n'y a pas de bail qui est actif, c'est ça qu'on nous a répondu.

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, on a reçu une réponse sur les droits acquis...

5 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

C'est ça.

**LE PRÉSIDENT :**

10

... puis le fait qu'il n'y avait pas d'obligation de restaurer puis...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Mais, c'est ça, moi je voudrais qu'il y ait une restauration, on va demander aussi, là, ce n'est pas ça qu'on voulait. Parce que la loi n'est pas claire là-dessus, qu'aussitôt qu'on ferme une sablière, il faut la restaurer? Mais...

**M. DENIS GODIN :**

20

Ou la réhabiliter.

**LE PRÉSIDENT :**

25

Oui, sauf si elle a été ouverte...

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

30

Il y a une date.

**LE PRÉSIDENT :**

35

... avant l'adoption de la Loi sur la qualité de l'environnement, si elle n'a pas été agrandie. Si elle avait été agrandie...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40

Elle a été agrandie.

**LE PRÉSIDENT :**

5 ... ils auraient dû demander un certificat d'autorisation. C'est-à-dire, ils demandent une autorisation à la MRC qui va chercher un certificat d'autorisation au ministère de l'Environnement, et quand il y a un certificat d'autorisation, normalement il y a plan de restauration.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10 O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

Et normalement, quand on finit, on restaure.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

20 Si agrandissement il y a eu.

**M. DENIS GODIN :**

25 Il y a eu.

**LE PRÉSIDENT :**

30 Alors ça, c'est un point.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est ça, là, la...

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Je ne peux pas vous répondre...

40



**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui oui. Non non...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Excusez-moi, je reviens à votre question.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

Non non, ce n'est pas un problème.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

Honnêtement, je ne peux pas vous répondre.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, c'est ça, parce qu'au fond...

20

**M. DENIS GODIN** :

Bien oui, il y a la Municipalité puis il y a des contracteurs, là, privés.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, locaux. O.K.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

30

Oui, parce qu'un...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Oui, O.K. Donc, ce ne serait pas le ministère du Transport?

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, c'est ça.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. C'est beau.

5 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est-à-dire, vous pouvez identifier par exemple comme sous-contractant, le terme que vous avez utilisé...

10 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

15 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

... mais ça peut être simplement des initiatives privées de personnes qui ont besoin d'aller chercher du gravier là-dedans.

20 **M. DENIS GODIN** :

Non, ils l'ont pris pour la route.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 Mais ils l'ont pris pour la route.

**M. DENIS GODIN** :

C'était un sous-contractant, mais ça a été quand même utilisé par...

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

O.K.

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

T'sais, on peut le contourner, là. C'était pour la route.

40

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

O.K. Donc, selon vous, c'est vraiment des sous-contractants du MTQ, selon vous, c'est ça...

5 **M. DENIS GODIN** :

Oui, parce que c'est eux qui...

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

... quand vous dites « pour la route »?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Bien, c'est pour la route, mais est-ce que c'est dit comme ça, je ne...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui oui.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... moi, honnêtement, je ne le sais pas. Je ne pourrais pas vous dire, là, t'sais, je ne le sais pas.

25 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, c'est ça. Ça reste... oui, ça reste encore...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Mais vous avez un point, ça serait à éclaircir.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35 Oui, c'est ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Je ne le sais pas, oui. Mais disons que tout ça va pour la route. Ils ont rechangé... Vous savez, ils ont même... la ligne électrique a déjà été changée.

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, bien il y a des bouts de... il y a une petite ligne à 25 kilovolts, là, le long de la route, ça fait que s'ils changent le...

5

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Elle a été déjà été changée.

10

**M. DENIS GODIN :**

O.K., à la Ligne, ils l'ont passée.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Ah bien, c'est ça. Elle a été réenlignée en fonction du O2011?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

20

De 011.

**M. DENIS GODIN :**

Ils ont changé...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Avant que la période de consultation soit finie, mais bon.

30

**LE PRÉSIDENT :**

Merci, Linda. — Non, mais... bon.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35

T'sais, c'est...

**LE PRÉSIDENT :**

40

O.K. Bon, bien on lira... on lira tantôt.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

On prendra le temps de regarder ça très en détail.

5

**(BRÈVE SUSPENSION DES NOTES)**

**LE PRÉSIDENT :**

Bon, bien je reviens encore, je reviens parce que demain avec le MTQ il faut qu'on soit bien assis : « Voici ce que -- on va dire "le requérant" parce qu'on ne vous identifiera pas formellement -- ... »

10

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est ça, exactement.

15

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Moi, ça ne me dérange pas.

20

**LE PRÉSIDENT :**

« ... désire avoir de votre part. » Et il faut qu'on ait des éléments...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25

T'sais, c'est ça, puis pourtant, moi ça fait longtemps, puis ils sont... c'est tellement difficile parce que c'est... dès le départ, l'étude d'impact devrait être refaite. Est-ce qu'on demande au ministère de la refaire? Elle devrait être ajustée à nos... t'sais, de façon... Bon, on ne prend pas ça, O.K.

30

**LE PRÉSIDENT :**

Non non, mais je vais le noter...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

40

... mais s'il nous dit : « Ça prend un an », bien là...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien, ça prendra un an. T'sais, la dangerosité, elle n'a pas changé. Ça fait 50 ans qu'on a la route, est-ce qu'elle est devenue plus dangereuse du jour au lendemain?

5

**M. DENIS GODIN** :

Il y a plus de trafic.

10

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien...

**M. DENIS GODIN** :

15

Des gros camions.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Bien oui, mais quand même, La Romaine est fermée maintenant, ça fait que là, ça ne va pas... hein. Mais, bon, qu'est-ce qu'on veut? Moi, je veux que la sablière soit fermée.

**LE PRÉSIDENT** :

25

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

On voudrait du ministère qu'ils soient... qu'ils nous disent clairement où ils vont prendre les matériaux.

**LE PRÉSIDENT** :

35

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

On voudrait qu'ils nous disent clairement comment ils pensent faire ces remblais et dynamiter. T'sais, c'est... Est-ce qu'on ne pourrait pas considérer l'alternative du viaduc sérieusement? On sent que c'est une question de sous.

**LE PRÉSIDENT :**

Ouf!

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien, je le sais, mais t'sais...

**LE PRÉSIDENT :**

10

Non non...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Je ne le sais pas.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Moi, j'essaie d'imaginer ce qu'en face on va me dire, comme...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien oui, on va vous dire... oui.

25

**LE PRÉSIDENT :**

30

... comme le... bon, « Où chercher les matériaux », ça, ils peuvent. L'histoire des remblais puis tout le reste, même quand on est en audience publique, c'est des éléments qu'on a de la difficulté à avoir parce que le promoteur nous répond : « Ça, c'est dans les plans et devis puis on les fait puis on les présente quand on va chercher notre certificat d'autorisation à la direction régionale. » Donc, même en exigeant, là, en audience publique, on a beau exiger, ils ne sont pas faits. Alors là, je ne le sais pas du tout, là, plans et devis, là...

35

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Alors, si au moins on pourrait avoir la fermeture de la sablière, la non-ouverture de l'autre, l'autre côté, même si je n'étais pas... même, je pense que... t'sais, si on nous dit qu'on va prendre des matériaux de l'autre côté de la route, là, on va être dans le même bateau. Est-ce qu'on ne peut pas avoir un rapport, demander... est-ce que ce serait juste... là, je ne le sais pas, là, je... vous savez...

40

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui oui, allez-y, allez-y.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Allez-y, allez-y, on vous écoute.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

De demander une véritable étude par un hydrologue, t'sais, que la composante du régime hydrique soit adressée...

**LE PRÉSIDENT :**

15

Ça, vous allez avoir de la difficulté, savez-vous pourquoi?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Oui... non.

**LE PRÉSIDENT :**

25

Oui. Oui ou non?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Il n'y a pas d'hydrologue? Vous, vous ne l'êtes pas?

30

**LE PRÉSIDENT :**

Bien, je suis hydrologue.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Bon, voilà!

**LE PRÉSIDENT :**

40

Mais... mais dans une autre vie, je l'ai été beaucoup. Le ministère de l'Environnement a fait



comme vous et comme moi, il a cherché où était la ligne de...

**M. DENIS GODIN :**

5 Bassins versants.

**LE PRÉSIDENT :**

10 ... de séparation des eaux entre les bassins versants, et il a décidé qu'elle est... et il l'a trouvée à la même... oui, à peu près au même endroit que nous, là, ça dépend dans la tourbière où elle passe, en haut. Et étant donné que si la sablière n'est pas utilisée dans le cadre des travaux, il considère qu'il n'y a pas de lien avec le projet, si elle n'est pas utilisée. Donc, il considère qu'il n'y avait pas lieu d'aller en audience publique. Puis là, je suis plus que transparent, là, mais c'est ça qu'on nous a dit. D'accord? Alors, maintenant, est-ce que malgré cela... On peut toujours obtenir un engagement du ministère à ne pas l'utiliser, on peut toujours essayer d'obtenir un engagement de la MRC à ne plus attribuer de baux dans cette sablière ou gravière. Il va falloir qu'on clarifie l'histoire des sources d'alimentation en eau potable. Ça, je ne sais pas encore comment on va le faire, il va falloir qu'on creuse ça. Mais sorti de ça...

20 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Mais est-ce qu'on ne peut pas protéger la tourbière, minimalement?

**LE PRÉSIDENT :**

25 C'est-à-dire, éviter d'aller...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 Elle, elle est dans la zone d'étude, là, la zone très rapprochée. Que notre tourbière ne soit pas touchée.

**LE PRÉSIDENT :**

35 Vous voulez un engagement à cet égard-là?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Oui, formel qu'on ne touche absolument pas à cette tourbière-là...

**LE PRÉSIDENT :**

O.K.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... qui longe tout le long. Si on a ça, ils vont être obligés d'aller un peu plus loin. Ça serait déjà ça, s'ils ne touchent à la tourbière.

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Est-ce que... J'ai une question à cet effet-là.

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui?

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20 Est-ce que, dans tout ce que vous avez identifié comme, c'est-à-dire travaux sur... enfin, où aller chercher du matériau sur cette sablière, est-ce que vous avez factuellement identifié le fait qu'ils ont empiété sur la tourbière? C'est-à-dire, est-ce que cette tourbière a été touchée?

25 **M. DENIS GODIN :**

Il y a une brèche qui a été créée.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 Bien, des brèches. Puis dans le dernier rapport que j'ai reçu, ils ont dit : bien, ils n'ont pas exploité. Bien, c'est certain qu'ils n'ont... ils n'étaient pas... elle n'est pas exploitée, parce qu'ils n'ont pas sorti de sable.

35 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Hum hum.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Mais oui, il y a des brèches, et moi j'ai montré je ne sais pas comment de photos. Elle a été

bréchée. Pas... c'était peut-être avant 2011 qu'ils ont touché la brèche, parce que là ils se sont aperçus qu'il y avait moins de matériaux, ils se sont déplacés.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Est-ce que c'est... mais c'est le ministère du Transport qui l'a fait, à travers ses contractants, mais ça s'est peut-être fait entre... avant, O.K., mais elle a été bréchée. Elle a été bréchée, il n'y a pas de doute.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Et c'est ce qui fait que là vous allez aller... mais là, vous allez voir la neige. C'est qu'au printemps, c'est comme un immense...

**M. DENIS GODIN** :

C'est un lac.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Il n'y a pas de suivi après. Comment vous... Moi-même, si elle n'avait pas été... si elle n'était pas réhabilitée, la sablière, ça ne me dérangerait pas parce que je pense que naturellement il va se faire, sauf qu'on n'a fait aucun suivi, que cette année c'est très difficile avec l'eau, hein, ça fait que ce qui fait... comme nous, on a été obligé de faire un remblai pour protéger nos sources d'eau. L'eau s'accumule, c'est comme un immense lac pendant deux, trois semaines. Le ministère du Transport, il ne fait aucun suivi, après, de ses interventions, et ça, c'est décevant aussi, si on parle...

**LE PRÉSIDENT** :

Ça, c'est...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Est-ce que c'est le temps de le demander? Bien...

5 **LE PRÉSIDENT :**

Oui oui. Non, mais...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Tout est ouvert.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Ça, c'est un engagement pour un suivi des effets sur le régime hydrique, de son projet?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Oui. Ça serait bien, ça. Ça serait bien. Une belle suggestion.

**M. DENIS GODIN :**

C'est là, la... la tourbière est ici puis ils ont fait une...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

**M. DENIS GODIN :**

30

... une brèche, et là, la tourbière s'écoule.

**LE PRÉSIDENT :**

35

Avez-vous une carte en plan, là, où vous pouvez m'identifier la tourbière comme il faut, pour que demain on puisse demander aux gens du MTQ...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

O.K. Vous pourriez prendre une photo... — Je ne sais pas, il y a-tu moyen de faire une

photocopie de ça pour leur donner? Excusez, moi, avec mes notes partout. J'aimerais ça qu'ils aient cette photo-là.

**M. DENIS GODIN :**

5

Oui, tout ça ici.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

10

Tout ça, c'est une tourbière.

**LE PRÉSIDENT :**

15

O.K. C'est ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

On la voit bien sur le... un des Google Earth, oui.

20

**LE PRÉSIDENT :**

C'est sur Google Earth. Oui, oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

Elle est bien identifiée.

**LE PRÉSIDENT :**

30

Oui oui, oui oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Parce qu'elle déborde.

35

**M. DENIS GODIN :**

La brèche, ça serait ici à peu près.

40

**LE PRÉSIDENT :**

O.K. Donc, à l'opposé de chez vous, là, mais dans la tourbière, c'est ça.

5 **M. DENIS GODIN :**

Parce que tout ça ici, ça a été exploité.

**LE PRÉSIDENT :**

10

Oui, mais vous voyez la difficulté qu'on a, on vous écoute puis on dit : « Oui, mais c'est en végétation, ça ici, là. » La végétation est revenue, 2016.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Bien oui, mais allez voir sur le terrain, c'en est pas. Je ne sais pas quel Google Earth, là.

**LE PRÉSIDENT :**

20

J'ai le même que vous, le même que vous!

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

Bien, vous m'avez bien donné un document qui disait que je gardais mon droit d'audience, alors, hein!

**LE PRÉSIDENT :**

30

Oui, celui-là, je... écoutez...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Hein, mais ça peut arriver un Google qui change de date.

35 **LE PRÉSIDENT :**

... je me suis... tout ce que j'ai fait, c'est de ne pas me mettre à genoux puis demander pardon, là, mais j'en suis infiniment désolé, parce que j'avais demandé à ce que ça soit corrigé.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, mais bon, ça arrive. Je vous le dis tout, mais ça arrive, mais que Google Earth...

5 **LE PRÉSIDENT** :

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Il faut aller sur le terrain, mais de préférence...

**LE PRÉSIDENT** :

15

Oui oui, on va y aller, madame, on va aller voir.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Est-ce que vous allez revenir? Nous, on va être là la semaine prochaine.

**LE PRÉSIDENT** :

25

Bon, mais écoutez, la suite des opérations, hein, je vais vous le dire, l'idée, là, c'est on... O.K., je vous laisse finir.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

O.K., juste une minute. C'est parce que le stationnement, tu vas-tu aller mettre des sous?

**LE PRÉSIDENT** :

Il faut aller mettre des bidous.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Parce que là, il faudra prendre une décision avant qu'on parte aujourd'hui, si on *mediate*... si on fait de la médiation ou non?

40

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, là j'ai un petit paragraphe où je vous demande des choses, oui.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Il faut-tu que je décide ça aujourd'hui?

**LE PRÉSIDENT :**

10 Parce que, sinon, pourquoi on irait voir le...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 Oui, pourquoi continuer.

**LE PRÉSIDENT :**

20 Puis, comme je vous ai dit, on est très, très... bien, regardez...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Va mettre des sous. Va mettre des sous, O.K.?

25 **LE PRÉSIDENT :**

Faites ce que vous devez avec le parcomètre et puis on vous attendra, mais...

**(BRÈVE SUSPENSION DES NOTES)**

30 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bon. Je voulais juste vous mentionner, si vous voyez... vous voyez où... ça, c'est là... vous voyez où que vous pensez que c'est boisé, là...

35 **LE PRÉSIDENT :**

Ici, oui?

40



**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

5 ... le ministère du Transport -- ça vient du ministère du Transport -- reconnaît la zone de déboisement. Eux aussi, ils ont probablement pris Google de je ne sais pas quelle année, mais tout ce qui est en jaune, là, tout ça a été déboisé en 2014. Regarde, ce n'est pas moi, là, ça, c'est un document officiel du ministère du Transport.

**LE PRÉSIDENT** :

10 Est-ce que vous seriez assez aimable pour nous fournir l'ensemble du document?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Ah!

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Mais... oui, mais...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

20 Ah, excusez, je n'ai pas pris le...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

25 Oui, c'est ça.

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

30 J'ai pris juste la photo.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35 Oui, c'est ça, il faudrait...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

40 Désolée.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah! O.K.

5 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Fais juste l'autre face, ça va aller.

10 **LE PRÉSIDENT** :

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Oui, oui. Parce que ça, là, on a eu plusieurs avec...

**LE PRÉSIDENT** :

Ah oui, mais là, on est en dessous de la ligne de... oui...

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah, oui oui, oui.

25

**LE PRÉSIDENT** :

On est sérieusement...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Puis là, regarde, ce n'est pas mon document, là, t'sais, c'est bien le leur.

**LE PRÉSIDENT** :

35

On est sérieusement en dessous de l'emprise d'Hydro-Québec, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui. Et c'est ça qui...

40

**LE PRÉSIDENT :**

Ils sont venus jusque-là.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Là, c'est ce qui amène à ces fameuses brèches qu'on a sur la... Et donc ça, on ne peut pas avoir plus officiel, il me semble.

10 **LE PRÉSIDENT :**

Parce que ce que vous nous déposez, on va mettre une cote dessus, ça va être déposé sur le site au moment où le rapport va être public. Ah! mais ça, là, c'est très bien parce qu'en fait on a le chemin, on a les numéros de maisons.

15

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Exactement.

20 **LE PRÉSIDENT :**

C'est parfait. Alors...

25 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

En partie, par exemple, hein, il ne faut pas oublier que la tourbière, elle se raccroche l'autre côté aussi, là.

30 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 La tourbière, elle joue pour les autres chalets plus loin aussi, là. Bon, voilà.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Merci.

40

**LE PRÉSIDENT :**

Merci.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien, tant qu'à être parti, vous donnerez — pauvre toi, je te fais relever — la réponse... je suis aussi bien de vous donner le restant. On a eu un suivi là-dessus, là, le voulez-vous?

10 **LE PRÉSIDENT :**

Vos échanges avec le ministère?

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien là, à travers la sécurité civile, parce que là on faisait...

**LE PRÉSIDENT :**

20 Oui, oui oui oui. Bien sûr. Bien sûr.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Bon, bien je vous donne ça aussi, attendez. Je vous l'ai dit, je n'ai pas tout amené.

25 C'est ce qui mène à nos brèches, en passant, hein. C'est effrayant sur le bord du Saint-Laurent ce qui se passe. Mais là, je vais me... c'est zone fédérale.

**LE PRÉSIDENT :**

30 Parce que vous avez quand même... La zone boisée entre les chalets puis la sablière, c'est quel type de végétation, le savez-vous?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 On est dans la forêt boréale, c'est des épinettes.

**LE PRÉSIDENT :**

40 O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, oui.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Puis c'est des sols peu profonds sur du socle rocheux?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Non, sur... bien, sur de la glaise.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Ah!

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On est dans de la glaise.

20

**LE PRÉSIDENT :**

On est assez bas pour avoir de la...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui oui.

**LE PRÉSIDENT :**

30

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

C'est du sable puis de la glaise.

**LE PRÉSIDENT :**

40

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

5 On voit, quand on file, on descend, on voit tout le... ce que, à chaque année, à cause de l'érosion, l'eau descend directement à la mer. Et il y a deux voies, puis là le glissement, bien là il s'est fait du côté plutôt est, mais il y a... moi, je me souviens bien, il y a une quinzaine d'années on a eu le glissement du côté plus ouest. Ça varie. Vous savez, les cours d'eau, hein, ça a une vie de...

**LE PRÉSIDENT** :

10 Ça peut se promener.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Oui, c'est ça.

**LE PRÉSIDENT** :

D'accord. Bon.

20 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Le ministère du Transport, est-ce qu'ils ont refait leurs orientations en termes d'acceptabilité sociale? C'est parce que je viens de voir que ça, c'est bien. C'est Ressources naturelles, hein!

25 **LE PRÉSIDENT** :

C'est Ressources naturelles.

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est MERN.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 Hein!

**LE PRÉSIDENT** :

40 C'est MERN.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Pas le MTQ.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Bien, ils vont devoir le faire aussi, là, mais...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

Aussi, effectivement.

**LE PRÉSIDENT :**

15

... on n'en a pas vu, puis pas dans le cadre de ce dossier.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

O.K. Ça, c'est... O.K., oui, je l'ai mon dossier. O.K. Ça, c'est monsieur Dubuc qui était... nous, on avait... en tout cas, notre porte-parole était monsieur Dubuc jusqu'à tant que la MRC lui a dit de ne plus s'en mêler. Parce qu'on a un inspecteur municipal, hein, vous savez, dans les MRC?

**LE PRÉSIDENT :**

25

Oui.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

30

Oui oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

C'était un peu notre porte-parole.

35 **LE PRÉSIDENT :**

Monsieur Dubuc, de la Municipalité?

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui. Hum hum, hum hum. Et à moment donné on lui a dit de...

5 **LE PRÉSIDENT :**

Quoi, la MRC lui a dit de...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Carrément.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Ça fait que si on les assit à la même table, qu'est-ce que ça va faire, à votre avis?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Bien, il va être très... monsieur Dubuc sait se défendre.

**LE PRÉSIDENT :**

Non mais, c'est ça, il ne risque pas d'y avoir quelqu'un qui se retient parce que quelqu'un d'autre est là ou? Est-ce qu'il y a une manière, est-ce que vous avez un...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ça aurait peut-être été intéressant de parler à monsieur Dubuc avant de parler à la MRC, mais bon, regardez, c'est difficile à dire, hein, moi je dis ça, mais... hein!

30

**(BRÈVE SUSPENSION DES NOTES)**

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

O.K., la réponse, ça, ça va tout aller avec le document technique du ministère du Transport.

**LE PRÉSIDENT :**

40

Oui, d'accord.



**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

5 Mais, vous savez, quand on nous dit : « Bien oui, mais ce n'est pas un problème, les arbres ont été coupés avant. » C'est parce que les arbres ont été coupés qu'on a ce problème-là, mais quand on nous dit qu'il y a déphasage d'un an, donc qu'on ne devrait pas avoir... oui, mais bon.

**LE PRÉSIDENT** :

10 Il va falloir qu'on puisse... celle-là, oui, mais ces deux-là, il va falloir qu'on puisse les situer. O.K.

Qu'est-ce que je voulais vous dire, moi? Parce qu'il va falloir qu'on se fasse un petit résumé à la fin.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Voilà.

**(BRÈVE SUSPENSION DES NOTES)**

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Puis si on avait les... t'sais, les données, si c'était plus clair avec le ministère, on pourrait prendre des décisions, on pourrait aider, on pourrait... moi, je ne veux pas... je veux... surtout ne pas penser que... oui, on peut... il faut arranger la route, on est d'accord avec ça, mais qu'on dénonce des pratiques de la manière qu'elles sont faites présentement. Là, ça n'a pas de sens. Si on croit le moins au développement durable, changement climatique, puis qu'on voit des pratiques qui mettent en cause des zones fragiles, mais pour une question de sous, on ne se le cachera pas. Mais là, il me semble que c'est là que le non-sens rentre. Quand tu as des demandes spécifiques, comme je vous dis, hein, venir fermer la sablière, ne pas toucher la tourbière.

**LE PRÉSIDENT** :

Oui, bien c'est ça...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 En aucun cas. En aucun cas toucher cette tourbière-là.

40 Puis l'autre chose, là, vous me faites penser, les compensations, là, les mesures compensatoires, O.K., dans ce projet-ci, là, on avait dit qu'on allait faire une passoire entre le lac la Ligne puis le lac à

Thompson, bon, pour les poissons. Les lacs sont eutrophisés, ils le disent carrément, il n'y a plus de poissons. À l'occasion, il y a peut-être une petite truite qui s'échappe dans la part en haut à droite, mais les lacs sont...

5 **LE PRÉSIDENT :**

Il y a de la très grosse truite dans ces lacs-là, en tout cas à l'époque où ils ont fait les...

10 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

À l'époque, en 2004.

**LE PRÉSIDENT :**

15 O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Allez voir aujourd'hui, la zone... c'est dit dans le rapport que la zone eutrophisée est à 40 %.

20

**LE PRÉSIDENT :**

O.K.

25 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

On s'imagine-tu que, 15 ans plus tard, on est rendu à quoi? C'est ridicule de faire ça. Ça serait bien mieux, bien mieux de, t'sais, une vraie mesure compensatoire : replanter la sablière. On comprend-tu? C'est vraiment idiot, et je ne mâcherai pas mes mots, il n'y a personne qui va à la pêche là. On passe notre temps là. Il n'y a plus de truite là-dedans, et ça, là, s'il y en a une ou deux, Dieu seul sait d'où est-ce que... elle est *though*, elle a réussi à sortir.

30

**LE PRÉSIDENT :**

35 O.K. Ça va.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Mais vous lisez, là, en 2004 les études, on ne les a pas refaites, est-ce qu'on peut les refaire? Je ne demande... t'sais, je me dis, ça n'a pas de sens, les refaire; on le sait que les lacs sont morts,

40

regardez.

**LE PRÉSIDENT :**

5 Oui oui, non, mais c'est ça...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

10 Hein! Et pourquoi on aurait une mesure compensatoire dans des lacs à moitié eutrophysés?  
Dans le temps. Là...

**LE PRÉSIDENT :**

15 O.K. Bon.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

O.K. Merci.

20 **LE PRÉSIDENT :**

Mais bon, ça, ce n'est pas... en tout cas.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25 Je veux juste vous préciser, vous regarderez les dates, moi, c'était une réponse à madame  
Loiselle, parce que j'ai trouvé odieux -- j'ai dit « déplorable », mais j'aurais dit « odieux » -- qu'on nous a  
renvoyé un petit geste, que nous, il fallait faire attention à un talus, quand les gens en haut défaisaient  
30 tout, puis madame Loiselle m'a répondu. Je dois admettre que j'ai bien aimé sa réponse quand même,  
elle nous a dit que si jamais on avait d'autres problèmes, qu'on pouvait les consulter.

**LE PRÉSIDENT :**

35 O.K., ça, c'est la sécurité publique.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40 Alors ça, c'est un peu le cheminement qu'on a fait avec madame Loiselle de la sécurité...

**LE PRÉSIDENT :**

Ça se peut qu'on ait un petit Skype avec cette personne-là aussi, on avisera.

5 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

Ça se peut, oui.

**LE PRÉSIDENT :**

10

Est-ce qu'il y a des gens qui ont pris des échantillons dans vos regards, là? Est-ce que vous avez des valeurs de la qualité de l'eau?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

Oui.

**M. DENIS GODIN :**

20

Ah! oui. Elle est potable; le voisin, lui, l'utilise.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

Ah! oui oui, on a... oui, on en a une de septembre. Une très belle eau, un peu dure, mais bon, regarde.

**M. DENIS GODIN :**

30

C'est ferrugineux.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Un peu ferrugineuse, mais on a une très belle eau potable.

35

**LE PRÉSIDENT :**

O.K.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On a une belle eau potable. Mais ça, je pourrai peut-être l'envoyer à...

5 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, effectivement.

**LE PRÉSIDENT** :

10 Oui, oui, s'il vous plaît. Puis...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 ... à madame...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

20 Carrier.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Carrier, Lynda.

25 **Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

Je vais vous écrire, de toute façon.

**LE PRÉSIDENT** :

30 Madame Carrier. Et puis...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

35 Un registre d'eau potable, c'est ça, hein?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Vous voulez une analyse de l'eau?

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, vos résultats, s'il vous plaît.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

O.K. Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

10

Puis aussi peut-être les numéros de maisons qui sont alimentées par ces... ou combien de maisons sont alimentées par... vous l'avez dit au début, je le sais, quand on aura les transcriptions, on le saura, mais là, juste pour...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

O.K. Mais remarquez bien, là, parce que je suis un peu craintive à vous dire... à vous soumettre ça comme ça, parce que directement, on est un, deux, trois, quatre, mais tous les gens qui ont des puits à côté ont vu une très grosse différence dans l'alimentation en eau aussi. Il y a eu une baisse...

20

**M. DENIS GODIN :**

Ça a baissé.

25 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

... dans l'apport d'eau dans les puits creusés à côté.

**M. DENIS GODIN :**

30

Les puits artésiens.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

35 Les puits artésiens?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

40

**LE PRÉSIDENT :**

O.K.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

O.K.? On avait soumis les photos des filtres aussi, mais ça, je ne sais plus où est-ce qu'elles sont rendues.

10 **LE PRÉSIDENT :**

Oui, mais ça, c'est... une photo de filtre...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Non? Bon, O.K., c'est beau.

**LE PRÉSIDENT :**

20 Bien, ce n'est pas bien bien parlant, là, ça ne nous dit pas ce qu'il y a dedans. On peut dire :  
« Oui, il est sale » ou...

**M. DENIS GODIN :**

25 Non, mais c'est... je pense que ça peut expliquer, c'est que lorsqu'ils font des travaux, la  
sédimentation tombe dans les puits...

**LE PRÉSIDENT :**

30 O.K.

**M. DENIS GODIN :**

... et les filtres ont venu crassés, sales.

35

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui.

40

**LE PRÉSIDENT :**

O.K. D'accord.

5 **M. DENIS GODIN :**

Et avant, ils étaient très propres, il n'y avait pas de problème.

10 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Mais peut-être pas. Mais je peux vous dire... alors, je peux encore vous le dire, on est cinq directement, mais si vous voulez que je vous le dise...

15 **LE PRÉSIDENT :**

O.K. Les autres ont des puits artésiens, creusés dans la roche, là? Profonds?

20 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, dans... c'est ça.

25 **M. DENIS GODIN :**

Oui, dans le sable. Oui.

30 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Ils sont à?

35 **M. DENIS GODIN :**

Le voisin, 42 pieds, l'autre est à 100... Charlomer est 100 pieds...

40 **LE PRÉSIDENT :**

O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

L'autre est à 40 pieds.



**M. DENIS GODIN :**

C'est... enfin, parce qu'il est plus haut, donc...

5 **LE PRÉSIDENT :**

Oui, ça va.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

10

L'autre...

**LE PRÉSIDENT :**

15

Ça fait que ça donne une idée de où est le socle, là, puis de l'épaisseur des dépôts. O.K.

**M. DENIS GODIN :**

O.K.

20

**LE PRÉSIDENT :**

Ça, on a vu. Vous nous excusez, on essaie juste de ne pas en échapper, là.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui oui. Non non.

**LE PRÉSIDENT :**

30

Vous nous avez dit : dépôt de la plainte, automne 2014. Vous avez déposé à la Municipalité, à la MRC, à quelqu'un d'autre?

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35

Bien, à la Municipalité, on a commencé par la Municipalité. C'est monsieur Dubuc...

**LE PRÉSIDENT :**

40

Dubuc?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

... qui était porteur du document.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Du dossier, O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Une des choses, il nous a écrit, bien j'ai la copie de la lettre, je ne sais pas si...

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

15

Non, mais il n'y a pas de problème, je suis là pour ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Ici, là, monsieur Dubuc m'avait envoyé une lettre, 17 juillet 2015, là, parce que 2014, 2015, puis il a dit qu'on aurait le rapport d'évaluation de la MRC. Bon, je ne sais pas, il y a une copie de l'appui aussi.

**LE PRÉSIDENT :**

25

Bien, la lettre qui dit que vous allez avoir un rapport...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui?

30

**LE PRÉSIDENT :**

... elle est annexée à votre requête, et puis c'est...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35

Oui, on l'a.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Ah, vous l'aviez, hein? Puis on ne l'a jamais reçu. O.K.

**LE PRÉSIDENT :**

C'est la question pour la MRC : il est où le rapport, est-ce qu'il y en a eu un?

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On n'en a jamais eu.

**M. DENIS GODIN :**

10 Il n'y en a jamais eu.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Non, il n'y a jamais eu de rapport.

**LE PRÉSIDENT :**

Non, c'est ça, on va demander.

20 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

25 **LE PRÉSIDENT :**

Ça fait que le bassin versant, ça va. La nouvelle sablière, ça va.

**M. DENIS GODIN :**

30 Puis on va dire la MRC, la MRC elle donne des contrats à qui veut bien.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 Oui, bien...

**M. DENIS GODIN :**

40 Mais comment on fait pour faire fermer ça?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Je ne le sais pas.

5 **M. DENIS GODIN** :

C'est ça, il faut leur demander.

10 **LE PRÉSIDENT** :

Bien, écoutez, on va poser la question puis on vous le dira. C'est sûr que si ça regarde... à la limite, je me rassoirai avec vous, mais c'est sûr aussi qu'on ne fera pas des efforts pour... si on sait qu'ils sont pour ne pas aboutir, là. C'est-à-dire qu'à tout moment on peut dire... on peut décider, puis je peux en discuter avec vous, que ça ne mène à rien puis qu'on arrête la médiation. Ça, ça peut arriver aussi, là. Ça, je l'ai oublié dans mon petit laïus, puis je suis bien content de m'en rappeler. C'était un élément que...

15

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, c'est ça, autant d'être honnête.

20

**LE PRÉSIDENT** :

Voilà. Sinon, quoi d'autre...

25

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Je voudrais juste...

30

**LE PRÉSIDENT** :

Oui, je vous écoute.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Peut-être, bien... mais juste être claire, encore là, c'est sûr qu'on parle de l'eau et c'est sûr que c'est nos intérêts personnels, hein, parce que souvent dans ces causes-là, on dit : « Bien là, on est pris avec quelqu'un, des intérêts personnels. » Alors, c'est ce qui nous fait marcher, des intérêts personnels, hein. Mais au-delà de ça, ce que je voudrais défendre, c'est des pratiques qui sont... qui affectent toute une région, O.K. C'est, oui, notre eau, mais c'est aussi la montagne qu'on voudrait sauver, et ça,

40

5 j'aimerais bien qu'on revienne là-dessus. Ce n'est pas juste l'eau, c'est tout le milieu. Et si vous allez marcher, je ne le sais pas, vous n'aurez peut-être pas le temps d'aller sur la grève, vous verrez, on a perdu... dans mon discours, je... vous arrêterez voir où on a perdu notre belvédère. Ça fait 25, 30 ans que la Municipalité se bat pour essayer de sauver un belvédère. Le ministère des Transports a la réponse : « Nous faisons -- nous sommes minimalistes sur les interventions, c'est un peu pour que la nature prenne son cours. » C'est... on a perdu notre... on l'a perdu, le belvédère. Ils veulent...

**LE PRÉSIDENT :**

10 O.K.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 T'sais, c'est... Alors, donc au-delà de l'eau...

**LE PRÉSIDENT :**

Mais ça, c'est un élément de contexte, là, c'est ça?

20 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien, au-delà de l'eau, je ne veux pas paraître comme celle qui veut juste sauver l'eau. Bien sûr qu'on veut sauver notre eau, hein.

25 **LE PRÉSIDENT :**

Non, mais le belvédère, par exemple, il n'y a comme pas de rapport avec le...

30 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Il est dans la zone d'étude.

**LE PRÉSIDENT :**

35 Il est dans la zone d'étude, oui.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

40 Hein! Que là, je n'ai pas commencé ma bataille pour la côte Bellevue.

**LE PRÉSIDENT :**

Oui, mais il n'y a pas de lien pour...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Non. O.K., pour l'instant, on va... ce que je comprends bien, vous allez vous réduire à la zone... comment on l'a appelée, là?

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Zone d'étude?

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Non, mais la zone d'étude, elle s'étend du village jusqu'à Saint-Nicolas, hein?

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20 Oui, la zone...

**LE PRÉSIDENT :**

Non, la sablière, c'est la...

25 **M. DENIS GODIN :**

La sablière.

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, c'est la zone... la villégiature, vous voulez dire?

**M. DENIS GODIN :**

35 Sablière, tourbière.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40 Non.

**LE PRÉSIDENT :**

Non non, mais la zone du projet.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

La zone de projet.

**LE PRÉSIDENT :**

10

Mais si on s'en tient à la zone du projet, on arrête ça tout de suite parce que...

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

15

Oui, c'est ça.

**LE PRÉSIDENT :**

20

... la sablière puis tout ça, ils ne sont même pas dans la zone du projet.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

On n'est pas dans la zone du projet.

25

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, mais il faut qu'ils nous répondent où est-ce qu'ils vont aller chercher les matériaux, là, hein.

**LE PRÉSIDENT :**

30

Où ils vont aller chercher les matériaux. Ce que vous voulez...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35

La tourbière.

**LE PRÉSIDENT :**

40

... c'est un engagement à ne pas toucher la tourbière, à fermer la sablière, vous avez une question sur le viaduc, mais je pense qu'on connaît la réponse.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

5 Bien, on peut l'essayer, ce n'est pas public. Puis l'autre explication sur l'affaire du remblai, hein, on veut avoir... le dynamitage puis le remblai, vous me dites que ça va être technique, mais quand même, on pourra poser la question pour avoir plus d'informations là-dessus, c'est dur de juger.

**LE PRÉSIDENT** :

10 Attendez un peu. « Plans et devis... » Moi, j'ai écrit : « Plans et devis, remblai », là c'est le long du lac la Ligne, là, c'est ça?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Sous le lac la Ligne, hein.

**LE PRÉSIDENT** :

Oui.

20 **M. DENIS GODIN** :

Lac à Thompson...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 Non, lac la Ligne.

**LE PRÉSIDENT** :

30 Mais qu'est-ce que vous voulez savoir précisément?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 Bien, qu'est-ce qu'ils vont faire.

**LE PRÉSIDENT** :

40 Oupelaye! Mais comme je vous ai dit, ça se peut qu'ils vont nous dire : « C'est juste dans les plans et devis, quand on aura notre CA. » Ça se peut qu'on n'ait pas la réponse.



**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Moi, je vous dirais, dans un premier temps, je vous inviterais fortement...

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui, on arrêterait juste...

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

10

Non non, fortement à consulter le PR3.2, parce que je pense que déjà...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15

O.K. Il y a les réponses?

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

20

... il y a certains aspects qui sont probablement traités là-dedans.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Couverts, O.K.

25

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Puis ensuite, oui, bien...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Puis au ministère, là, l'affaire des... les droits compensatoires ou je ne sais pas quoi, là, les...

**LE PRÉSIDENT :**

35

Oui, mais ça, vous vous en êtes servi pour dire : « On n'en fera pas... ah, ils n'ont pas d'affaire à en faire là, il seraient mieux de restaurer la sablière. »

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40

Bien, à croire, oui.

**LE PRÉSIDENT :**

C'est ça.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

On veut demander que les... Oui, O.K.? Que les...

10 **LE PRÉSIDENT :**

Mais là, attention.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15 Le en lieu, ou les droits compensatoires, de faire cette...

**LE PRÉSIDENT :**

Oui.

20

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien, on peut le questionner, de faire... comme je vous dis, les lacs sont eutrophisés, ça fait que...

25 **LE PRÉSIDENT :**

Mais si... Oui, mais... d'accord, mais si on questionne, c'est pour avoir quelque chose.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30

Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

35 Puis avoir quelque chose, ça, c'est précisément un cas d'effets sur l'environnement puis de droits des tiers, là, ils peuvent très bien... quelqu'un pourrait très bien dire : « Oui, mais c'est important pour telle ou telle raison. » Donc, c'est aussi une chose à valider, ça, avec eux, là. Mais, bon, j'ai pris une note.

40

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Et puis on va les voir. Mais le... vous allez...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Parce que je crois comprendre qu'ils ont offert de l'argent, puis monsieur Gaudreault a dit : « Il n'est pas question que vous allez donner de l'argent, vous allez faire quelque chose. » C'est peut-être... mais en tout cas, c'est écrit quelque part dans... bon, enfin. Cette question-là est aussi importante, là, de... hein.

15

**LE PRÉSIDENT :**

Parce que l'autre affaire...

20

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On va la valider, mais s'ils la valident, qu'ils refassent l'étude sur l'eutrophisation du lac.

**LE PRÉSIDENT :**

25

Ça, je ne penserais pas qu'ils le feraient, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Non. Elle serait inutile, je suis d'accord, mais sauf que si on me dit... ils disent qu'il y a des grosses truites dans le lac.

**LE PRÉSIDENT :**

35

Bien, les données qui sont présentées dans l'étude d'impact...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

En 2004.

40

**LE PRÉSIDENT :**

Moi j'irais, ayant vu la taille de la truite moyenne, moi j'irais, mais bon, je ne me rappelle plus de l'année des prises.

5

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Bien, voilà!

10

**LE PRÉSIDENT :**

Voilà, on s'entend.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

15

O.K. Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

20

Ce que je voulais vous dire, c'est ça, c'est qu'on ne peut pas faire non plus... parce que mon collègue vous dit : « Bien, allez voir ça, puis à la limite on revient. » On ne pourra pas faire une affaire à tiroirs, là, on ne peut pas aller voir le ministère puis dire : « On veut ça, ça, ça », puis là je vous reviens puis je vous dis : « Il y a ça, ça, ça », puis après ça on retourne puis on dit : « Ah, mais il y avait aussi ça puis ça, là. » Donc, il faut qu'on arrive au début avec... Après-midi, on va travailler sur...

25

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

Établir une liste.

30

**LE PRÉSIDENT :**

... formuler ça comme il faut pour aller voir le ministère, puis effectivement leur demander s'ils peuvent répondre à vos questions puis s'ils veulent aller de l'avant, advenant que vous, vous vouliez y aller.

35

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

À l'audience publique, non?

40

**LE PRÉSIDENT :**

5 Est-ce que vous acceptez d'aller en médiation, autrement dit? Si ça vous pose problème en ce moment, on peut vous laisser aller dîner puis vous revenez nous le dire après, si madame Goyette peut, si mon chef du protocole peut.

**M. KARIM CHAMI, analyste :**

10 Je veux juste rajouter...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Mais je ne peux pas juste vous appeler? Mon Dieu!

15 **M. KARIM CHAMI, analyste :**

Je veux... bien...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

20 Il faut que ce soit...

**LE PRÉSIDENT :**

25 On a besoin de vous l'entendre dire dans la cassette de la dame et que la dame le transcrive officiellement.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

30 Puis je perds tout droit d'audience publique?

**LE PRÉSIDENT :**

35 Non.

**M. DENIS GODIN :**

40 Bien non.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Justement, je voulais revenir là-dessus.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah, O.K. O.K.

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Bon, mis à part ce qui a été écrit dans un communiqué, il faut juste comprendre une chose qui est bien simple. C'est que vous, vous avez transmis au ministre une requête pour une audience publique. C'est le ministre qui a... qui juge de tout, O.K., donc il juge, dans notre jargon, de la frivolité...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

20 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

... on va utiliser ce terme-là.

**LE PRÉSIDENT** :

25 Oui, mais je ne l'aime pas, mais c'est ça.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

Oui, mais c'est ça.

30

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Non, on comprend. O.K.

35 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Exactement. Donc, le ministre a pris la décision de ne pas tenir une audience publique, donc déjà vous le savez qu'il n'a pas retenu l'idée de l'audience publique, et il nous a mandatés pour une médiation, O.K.?

40

5            Sachez juste une chose, c'est toujours la même procédure, c'est-à-dire que le ministre, quand il reçoit une requête, c'est lui qui juge : est-ce qu'il tient une audience publique, est-ce qu'il tient une médiation ou est-ce qu'il ne tient rien. Il pouvait dire aussi : « Elle n'est pas recevable, on s'arrête là. »  
10            Donc, quand on parle de conserver vos droits, oui, bien si la médiation n'aboutit pas, il y a toujours la possibilité qu'il y ait une audience publique. La simple chose qu'on est en train de vous préciser et sur laquelle on insiste, c'est que c'est le ministre qui prend la décision. Nous, on n'a aucune -- aucun impact sur cette décision-là. C'est-à-dire que si nous on va conclure que la médiation n'a pas abouti, est-ce que... parce qu'après, c'est jouer avec les mots de dire « conserver un droit, pas conserver un droit ». De toute manière, c'est toujours le ministre qui décide, depuis le début quand vous avez envoyé votre requête. Donc, mis à part la forme du texte de... pour moi, c'est juste un détail, la forme du texte du communiqué ou peu importe, parce que la procédure est unique, c'est la même.

15            Ça fait que, c'est à vous d'évaluer, de se dire : est-ce qu'il est préférable qu'on ait des discussions avec le ministère sur des sujets qui sont concrets et qu'on essaie de faire du chemin là-dessus? Ou on prend le risque de se dire : O.K., on met un terme à la médiation puis c'est le ministre qui décidera s'il y a une audience. Il se pourrait qu'il n'y en ait pas d'audience. Ça fait que...

20            **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20            O.K. Parce que, si je vous comprends, c'est qu'ils ont jugé de ne pas en faire à ce stade-ci?

25            **LE PRÉSIDENT** :

25            Bien, il y a des dossiers qui sont allés en médiation, qui ont échoué, et qui éventuellement sont allés en audience publique.

30            **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30            O.K.

35            **LE PRÉSIDENT** :

35            Mais il y en a aussi où la médiation a échoué...

40            **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

40            Oui, O.K.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est ça.

5 **LE PRÉSIDENT :**

... et où il n'y a pas eu d'audience publique.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

O.K. C'est beau.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

15

Nous, ce qu'on veut, c'est...

**M. DENIS GODIN :**

20

Bon, ça vaut la peine d'essayer.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Bien oui.

25

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

... on veut être transparent avec vous...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30

Oui, oui oui. Non, c'est beau.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

35

... parce que nous, il faut bien comprendre que nous, on ne prend pas de décision là-dessus, puis à la rigueur, les termes utilisés dans le communiqué, ça ne change rien à la procédure, c'est le ministre qui prend la décision au tout début puis après médiation.

40



**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On y va?

5 **M. DENIS GODIN** :

Hum, oui.

10 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est ça.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Oui, on n'a rien de toute façon.

### CONSENTEMENT À LA MÉDIATION

**LE PRÉSIDENT** :

20

Alors?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25

Il me restera les publics. Je crois beaucoup à la participation citoyenne, mais à un moment donné...

**LE PRÉSIDENT** :

30

Mais voulez-vous vous engager à y aller?

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35

Oui, on va y aller. On va y aller.

**LE PRÉSIDENT** :

40

Alors, je vous demanderais -- bien, parce que là, on est sorti du cadre formel un peu, peut-être on aurait dû rester plus formel -- alors je vais vous demander de vous identifier puis de nous dire officiellement que vous consentez à ce qu'il y ait une médiation.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Alors, Elizabeth Rooney, je consens à ce qu'il y ait une médiation.

5 **LE PRÉSIDENT :**

Voilà, merci.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

10

Oui. Ce n'était pas si dur.

**LE PRÉSIDENT :**

15

Et donc, on va aller voir le promoteur et la Municipalité, la MRC, et puis on vous informera après la rencontre... bien, on redescend jeudi soir, donc au plus tard vendredi vous allez savoir ce qui arrive.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20

Vous m'informez par courriel?

**Mme LYNDA CARRIER**, coordonnatrice :

25

Ah, je vais vous appeler.

**LE PRÉSIDENT :**

On va vous contacter.

30

**(BRÈVE SUSPENSION DES NOTES)**

**LE PRÉSIDENT :**

Alors...

35

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

O.K. Là, juste, juste, vous descendez, là, je trouve un peu décevant que vous y alliez dans la neige, mais bon, puis qu'on n'est pas là, est-ce que vous pensez retourner ou... vous m'informez vendredi? C'est juste pour savoir quelle sorte d'implication on doit s'attendre, là.

40

**LE PRÉSIDENT :**

Vendredi, on vous dit s'il y a une suite ou pas, si le promoteur consent. S'il dit : « Moi, la sablière, je n'en ai rien à faire », bien ça finit là. S'il dit : « Ouin... »

5

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Oui, mais si la MRC continue à l'exploiter, on ne peut rien faire?

10

**LE PRÉSIDENT :**

Ah, bien... bien nous, non. Nous, sérieusement, on n'est pas la bonne plateforme. Je ne veux pas vous laisser...

15

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

Mais c'est qui?

20

**LE PRÉSIDENT :**

Bien, je n'ose pas vous répondre ce qu'on nous a répondu, là.

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

25

Personne?

**LE PRÉSIDENT :**

30

Si... je vais vous le dire. Ça m'embête, mais je vais vous le dire. Non, ça, c'est vos dossiers, les miens sont...

**Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :**

35

Ça fait qu'autrement dit, on peut polluer à outrance?

**LE PRÉSIDENT :**

40

Non.

**M. DENIS GODIN :**

Bien, on va attendre sa réponse, là.

5 **LE PRÉSIDENT :**

C'est l'histoire des droits acquis, et... Ah, mais non, vous ne l'avez pas. On nous a répondu :

10 « *Le ministère de l'Environnement n'est pas ici pour déterminer si le droit acquis existe ou pas, c'est la compétence des tribunaux en cas de litige.* »

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 Ça fait qu'il faut qu'on aille au tribunal.

**LE PRÉSIDENT :**

C'est la réponse qu'on a eue. Alors, regardez, je ne veux pas...

20 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

On va être obligé de prendre un...

25 **LE PRÉSIDENT :**

C'est toujours être transparent, là...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

30 Oui.

**LE PRÉSIDENT :**

35 ... mais, en même temps, on va voir le MTQ puis on va lui demander ce qu'il en pense.  
Après-midi, on va se structurer une approche pour voir dans quelle mesure ils sont ouverts à donner suite à vos demandes, et puis on vous revient. Puis s'il dit : « Oui, O.K., moi je suis prêt à m'engager puis je suis prêt à, mettons, fournir des cartes où on va aller chercher les matériaux, je suis prêt à m'engager à ne pas toucher à ci, à ça », là, ça va prendre mettons l'accord de la MRC aussi, parce que le ministère peut bien s'engager, si la MRC continue de donner des permis...

40

Mais la MRC puis nous, encore une fois, si ça n'a pas un lien avec le projet... S'ils veulent bien s'engager et qu'on peut l'obtenir, c'est bien; s'ils ne veulent pas, on n'a pas de pouvoir de contrainte. Donc ça, c'est le portrait, O.K., le plus juste possible.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui. Non non.

10 **LE PRÉSIDENT** :

D'accord? Puis si on vous revient mettons vendredi, puis on vous dit : « Le ministère s'engage, on va avoir des engagements aujourd'hui », mettons vendredi, là, ou lundi, on vous les envoie, et puis regardez-les puis on va se reparler, on va vous donner un délai assez court, genre deux, trois jours, et puis après ça, on décidera si on poursuit avec des échanges croisés comme ça, en passant toujours par nous, ou si c'est plus simple qu'il n'y paraît puis que, par Skype, par exemple, on s'assoit, le ministère des Transports, vous et nous, et qu'on conclut quelque chose. Mais si...

15 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Ça fait que le pouvoir revient à la MRC, hein?

**LE PRÉSIDENT** :

Bien, la MRC...

25 **M. DENIS GODIN** :

Possible.

30 **LE PRÉSIDENT** :

... c'est elle qui a la délégation.

35 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Oui.

**LE PRÉSIDENT** :

40 Bon.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Mais elle, elle nous dit : « On fait juste ce que le ministère des Transports nous dit de faire. »

5 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Bien, je pense qu'on va... de toute manière, on va clarifier tout ça. Il faut...

10 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Mais, de toute façon, on est dans un *catch-22*.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

15 Je pense que monsieur Haemmerli, lui, il se doit de vous dire qu'est-ce qu'il en est.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

20 Oui oui. Non non, mais j'aime autant que ça soit honnête. C'est très clair.

**M. KARIM CHAMI**, analyste :

C'est ça. Ce n'est pas...

25 **LE PRÉSIDENT** :

C'est ça l'information dont on dispose.

30 **M. KARIM CHAMI**, analyste :

Exactement.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 Oui.

**LE PRÉSIDENT** :

40 Il y a des éléments qu'on va peut-être regarder différemment; par exemple, remonter aux Ressources naturelles qui ont fait la délégation. Il y a différentes voies, et puis je m'engage et on

s'engage à essayer de trouver quelque chose qui permettrait de vous satisfaire et de satisfaire tout le monde. Sauf que, ce que je vous dis, l'information qu'on a, il n'y a rien qui garantit ça en ce moment même.

5 **Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

Ah oui, je comprends.

10 **LE PRÉSIDENT** :

Mais on apprécie que vous consentiez à...

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

15 On aurait dû travailler pour les forêts amazoniennes, je pense que ça aurait été plus facile de sauver une partie de l'Amazonie. Non, mais t'sais, je sonne, mais regardez, hein! T'sais, quand on se tarde sur les tribunes politiques à dire au niveau international qu'on travaille pour le développement durable et tout le reste, c'est un peu... vous comprenez, hein?

20 **LE PRÉSIDENT** :

Je comprends très bien.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

25 La réalité voit un chèque, on frappe le mur, là. C'est notre réalité, on n'est même pas capable de sauver notre propre arrière-cour. C'est dur. Hein!

**LE PRÉSIDENT** :

30 Mais, c'est ça, c'est ça l'éventail des éléments, et puis on essaie.

**Mme ELIZABETH ROONEY**, requérante :

35 Oui oui. Non, je comprends.

**LE PRÉSIDENT** :

40 On y va, on va voir le ministère et puis...

Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :

Oui, c'est vrai, on va vous faire confiance.

5 LE PRÉSIDENT :

Voilà!

10 Mme ELIZABETH ROONEY, requérante :

Oui.

-----  
11 h 56 - FIN DE LA RENCONTRE  
-----

15 Je, soussignée, ISABELLE GOYETTE , sténographe officielle, déclare sous mon serment d'office  
que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle de mes notes  
sténographiques, prises en cette cause au moyen de la sténotypie informatisée, le tout  
20 conformément à la loi.



Isabelle Goyette, s.o.

25

30

35

40